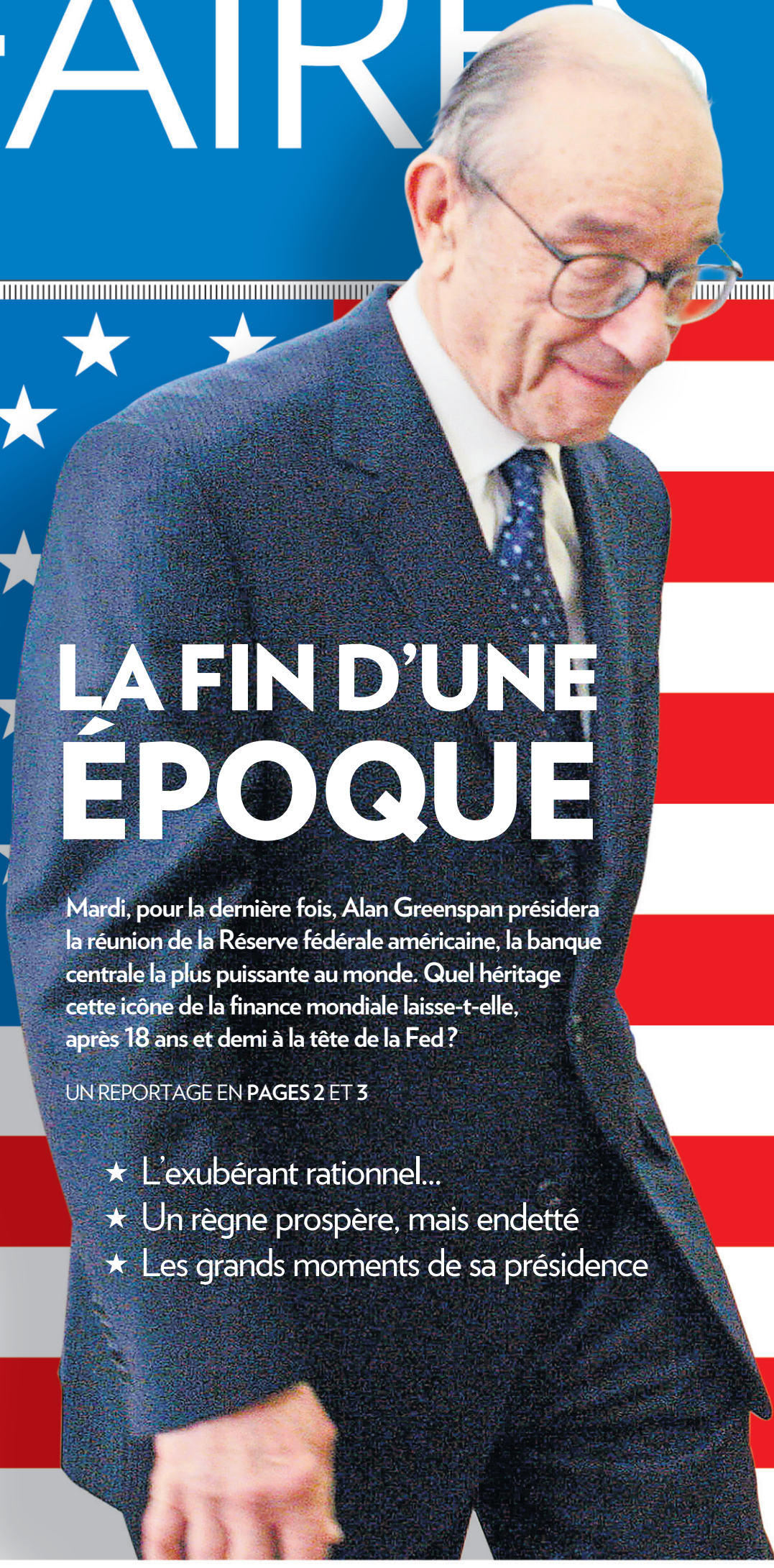


AFFAIRES



LA FIN D'UNE ÉPOQUE

Mardi, pour la dernière fois, Alan Greenspan présidera la réunion de la Réserve fédérale américaine, la banque centrale la plus puissante au monde. Quel héritage cette icône de la finance mondiale laisse-t-elle, après 18 ans et demi à la tête de la Fed ?

UN REPORTAGE EN PAGES 2 ET 3

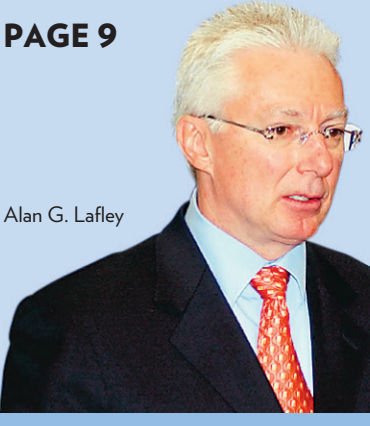
- ★ L'exubérant rationnel...
- ★ Un règne prospère, mais endetté
- ★ Les grands moments de sa présidence

S&P/TSX	11856,81 119,38 (+1,02%)
TSX CROISSANCE	2521,99 31,68 (+1,27%)
QUÉBEC 30	1133,47 9,90 (+0,88%)
DOW JONES	10907,21 97,74 (+0,90%)
DOLLAR	86,99 ¢ US 0,06 ¢

Olymel supprime 900 emplois... et en promet 550
Deux usines seront fermées, dont celle de Saint-Simon en Montérégie.
PAGE 4

Ménage à quatre dans l'acier
Mittal Steel veut acheter Arcelor, qui vient d'acheter Dofasco, qui serait alors revendue à ThyssenKrupp!
PAGE 8

Procter & Gamble : un PDG aux racines québécoises
Alan G. Lafley nous parle de son travail et de ses défis.
PAGE 9



LE CHIFFRE DU JOUR
639 millions
Au Québec, les ventes totales estimées des restaurants, traiteurs et tavernes se sont chiffrées à 639 millions en novembre, une hausse de 3,9% par rapport à novembre 2004, contre 3,5% pour l'ensemble canadien.
Source : Statistique Canada

ENTREPRISE À VENDRE ?
COMPOSEZ MAINTENANT LE
1 866 499 0334
Acquisition.biz

Le Québec a-t-il les moyens de Davos?



Du champagne, du caviar, des cadeaux de prix. À voir comment certains pays ont dépensé sans compter cette semaine à Davos pour attirer les investisseurs étrangers, on peut se demander si le Québec a les moyens de participer à cette course de plus en plus exigeante.
Le jeu en vaut la chandelle, soutient mordicus le ministre du Développement économique Claude Béchar. « En trois jours, on fait des rencontres qui auraient nécessité trois ou quatre mois à organiser au Québec », explique-t-il.
Le ministre, dont c'était la première participation au Forum éco-

nomique mondial (et peut-être la dernière, étant donné que tout le monde voit déjà le nouveau député libéral Raymond Bachand à sa place) a rencontré en trois jours une douzaine de chefs d'entreprise. Il est content des résultats, qui sont « au-delà de leurs attentes », dit-il.
Le Québec revient du Forum économique mondial de Davos avec cinq projets d'investissements, dont aucun n'est assez solide pour en parler publiquement

« En trois jours, on fait des rencontres qui auraient nécessité trois ou quatre mois à organiser au Québec. »

(voir autres textes en page 6). Peu de chose, en fait, pour justifier la dépense, énorme, du séjour d'une dizaine de personnes dans une des destinations les plus coûteuses d'Europe.
Mais à côté de dépenses extravagantes de certaines délégations, celles du Québec paraissent bien

modestes. Quelques salles de réunion louées dans un hôtel cher mais pas du tout chic, dans lesquelles un drapeau du Québec est fixé tant bien que mal au mur. Il ne faut pas s'étonner que la présence du Québec à Davos passe à peu près inaperçue de tous, à l'exception des quelques personnes qui ont répondu aux invitations de la délégation.
De toute façon, comme le monde entier a les yeux tournés vers la Chine, l'Inde et le reste de

l'Asie, que peut bien montrer le Québec pour attirer les investissements ? Dans le secteur manufacturier, pas grand-chose, reconnaît le ministre Béchar. Il est impossible de rivaliser avec les pays à bas salaire dans la fabrication.
Selon lui, le Québec peut aller chercher des emplois de qua-

lité dans la recherche-développement, dans l'industrie pharmaceutique, dans l'aéronautique. Ses atouts sont l'énergie, une main-d'oeuvre de qualité, un système de santé public et gratuit. Sans oublier les crédits d'impôt et l'argent de la Société générale de financement.

L'arme des riches
À Davos cette semaine, les participants à un atelier se sont justement interrogés sur la prolifération des crédits d'impôt pour attirer les grandes entreprises. Ce stratagème des pays riches, qui vise à compenser les entreprises pour des coûts de main-d'oeuvre plus élevés, empêche en même temps les pays les plus pauvres de profiter de leurs propres avantages pour attirer des investissements et améliorer leur niveau de vie.

» Voir FORUM en page 4
AUTRES TEXTES
En page 6.

Du 25 mars au 1^{er} avril 2006

- ◆ Avion de Montréal à Montego Bay avec Air Transat
- ◆ Hébergement 7 nuits en chambre occupation double
- ◆ Formule tout inclus (repas et boissons)
- ◆ Golf illimité (voiturette et caddie payable sur place)
- ◆ Clinique de golf par un professionnel québécois
- ◆ Transferts aller-retour
- ◆ Taxes

2 399\$

Permis du Québec

Cool Jamaïque

SPORTVAC TOURS **GOLF INTERNATIONAL**

Réservations et renseignements
Julie Laurendeau
(514) 861-7587 poste 225
1 888 776-7882

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

86,99 cUS

VARIATION +0,06 c

0,7193 €

VARIATION +0,0076 €

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US **1,1496** \$UN EURO **1,3901** \$

AUTRES DEVICES

Australie	dollar	0,8619
Chine	renminbi	0,1426
Grande-Bretagne	livre	2,0317
Hong Kong	dollar	0,1482
Inde	roupie	0,0260
Japon	yen	0,0098
Mexique	peso	0,1101
Norvège	couronne	0,1720
Nouvelle-Zélande	dollar	0,7835
Suède	couronne	0,1505
Suisse	franc	0,8949

PÉTROLE

(WTI, contrat terme rapproché)

67,77 \$USVARIATION **1,50** \$USLight Sweet crude **68,17** \$USNorth Sea Brent **64,72** \$US

OR (NY Gold)

558,70 \$USVARIATION **-1,00** \$US

PHOTO GETTY IMAGES

UNE CRAVATE POUR IPOD

TOKYO — Un couturier japonais, **Tanitex**, a présenté hier une cravate munie d'une poche au revers, conçue pour accueillir le mini-baladeur iPod Nano d'Apple, afin de permettre aux Japonais de laisser tomber la veste en été sans se priver de musique.

Les fabricants de cravates japonais se creusent la tête pour que les Japonais achètent leurs produits pendant l'été, alors que le gouvernement prône des tenues décontractées pour économiser l'énergie.

La campagne « Cool Biz », lancée en 2005 par le gouvernement, exhorte les salariés à troquer leur traditionnel complet-veston contre des chemisettes et la cravate contre le col ouvert.

Échoués par la chute de leurs ventes l'été dernier, les fabricants de cravates ont décidé de prendre les devants.

Outre la cravate pour iPod, ils ont créé des modèles plus courts, plus fins, en fibres légères et en dentelle, d'autres qui se boutonnent à la chemise et ne serrent pas le cou, des cravates porte-stylo ou porte-lunettes, et ont relancé la mode des lacets de cow-boy.

« Je suis très heureuse que les fabricants aient finalement opté pour une approche constructive », s'est félicitée la ministre de l'Environnement Yuriko Koiké.

— AFP

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE	VARIATION NET	EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD			
NASDAQ	2304,23	21,23	0,93
S&P 500 (New York)	1283,72	9,89	0,78
Mexico Bolsa	18956,50	-260,25	-1,35
Brazil Bovespa Stock	37822,22	-192,14	-0,51
EUROPE/AFRIQUE			
DJ Euro Stoxx 50 P	3442,72	42,08	1,24
FTSE 100 (Angleterre)	5786,80	64,20	1,12
CAC 40 (France)	4956,60	80,08	1,64
DAX (Allemagne)	5647,42	98,51	1,78
IBEX 35 (Espagne)	11023,20	133,00	1,22
Milan MIB30 (Italie)	36728,00	288,00	0,79
Amsterdam Exchanges	449,67	6,04	1,36
OMX (Stockholm)	959,35	13,19	1,39
Swiss Market (Suisse)	7779,43	30,02	0,39
ASIE/PACIFIQUE			
NIKKEI 225 (Japon)	16460,68	569,66	3,59
Hang Seng (Hong Kong)	15753,14	233,07	1,50
S&P/ASX 200 (Australie)	4919,30	57,90	1,19

FED LA FIN D'UNE ÉPOQUE

ALAN GREENSPAN...

Mardi, le président de la Réserve fédérale américaine quittera l'avant-scène de l'économie mondiale en annonçant une 14^e hausse d'affilée du taux directeur américain. Star au sein du cénacle feutré des banquiers centraux pendant 18 ans et demi, Alan Greenspan les aura tous influencés, sans pour autant infléchir la conduite des trois gouverneurs canadiens qui l'auront côtoyé.



RUDY LE COURS

La partie est loin d'être gagnée pour Alan Greenspan quand il chausse les patins de Paul Volker, en août 1987. Héritier de son approche de lutte sans merci contre l'inflation, il fait face au premier krach boursier depuis la Grande Dépression, deux mois seulement après son entrée en fonction.

Il baisse le taux directeur de la Fed pour relancer l'économie. Vite toutefois, il s'attaque à l'infla-

tion naissante. Ce faisant, il facilite l'entrée des États-Unis en récession en 1991. Le président George Bush le rendra responsable de sa défaite électorale l'année suivante.

La Banque du Canada est alors pilotée par un gouverneur arrivé aux commandes en même temps que M. Greenspan. John Crow est l'élève modèle de M. Volker. Son credo : il y a stabilité des prix seulement s'il y a zéro inflation.

M. Crow portera le taux directeur de la Banque du Canada jusqu'à 13,75 %, soit six points de pourcentage de plus que celui de la Fed. La récession canadienne sera beaucoup plus éprouvante.

À sa décharge, le Canada s'adapte alors au traité de libre-échange avec les États-Unis et à

l'entrée en vigueur de la taxe sur les produits et les services. Ces deux changements apportés par le gouvernement de Brian Mulroney refaçonnent l'économie canadienne, mais non sans turbulences.

Alan Greenspan réalise qu'il doit renoncer à une conduite dogmatique de la politique monétaire. Désormais, il scrutera aussi les nouveaux phénomènes.

« Alan a passé beaucoup de temps à comprendre soigneusement la structure et le fonctionnement de l'économie, raconte en entrevue David Dodge, l'actuel gouverneur de la Banque du Canada. C'est plutôt un étudiant de l'économie qu'un économiste. »

« Il a eu une approche beaucoup plus pragmatique de la poli-

tique monétaire, juge François Dupuis, directeur, chef économiste adjoint et stratège au Mouvement Desjardins. Grâce à lui, la Fed est moins théorique que la Banque du Canada. »

Maestro Alan

Ce pragmatisme doublé d'intuition génère quelques éclairs de génie qui lui vaudront le surnom de Maestro de l'orchestration de la politique monétaire américaine. « Il a compris avec une clairvoyance remarquable que les investissements dans les technologies de l'information allaient permettre une accélération de la croissance sans pour autant attiser l'inflation, souligne M. Dodge. Il y a 10 ans, c'était une contribution énorme. »

Malgré un taux de chômage sous les 4 % synonyme normalement de pressions inflationnistes, car il indique une consommation forte, la Fed a gardé son taux directeur à de faibles niveaux. Cela a favorisé l'expansion de l'économie américaine, mais attisé la technobulle boursière.

Un règne prospère, mais endetté

BLOOMBERG

Les investisseurs américains vivront avec l'héritage d'Alan Greenspan, soit une prospérité en hausse et un lourd endettement des ménages, bien après son départ.

M. Greenspan laisse une économie qui, au cours de la dernière décennie, a connu l'inflation la plus faible et la meilleure croissance de la productivité en 40 ans. Mais c'est aussi une économie marquée par des emprunts records et un marché de l'habitation que Robert Shiller, économiste de l'Université Yale, a qualifié l'an dernier de plus formidable bulle immobilière de tous les temps.

M. Greenspan, 79 ans, a reconnu les excès spéculatifs de l'économie au cours de son règne à la Fed, évoquant « l'écume » du marché de l'habitation et un déficit commercial insoutenable. Selon que ces excès se résorbent doucement, comme M. Greenspan l'a suggéré, ou qu'ils perturbent les marchés financiers et plongent l'économie dans une récession déterminera comment l'histoire jugera le président de la Fed ?

« Il faudra au moins 10 ans pour observer les pleins effets de l'ère Greenspan », soutient Edward Chancellor, auteur de l'ouvrage *Devil Take the Hindmost: A History of Financial Speculation*.

Durant les 18 années et demie de Greenspan à la tête de la Fed, les États-Unis ont subi seulement deux petites récessions et ont profité de la plus longue période d'essor économique de leur histoire.

Une main ferme

Républicain toute sa vie, M. Greenspan s'est aussi attiré les éloges des démocrates. « Il avait une main ferme », déclarait en septembre dernier l'ancien président Bill Clinton. Celui-ci avait nommé de nouveau M. Greenspan à la tête de la Fed en 2000. « Il a réduit au minimum les mauvais jours et il a donné libre cours aux bons jours », disait M. Clinton.



PHOTO JUSTIN SULLIVAN, GETTY IMAGES

Le boom immobilier soutient encore la vigueur de l'économie américaine, mais pour combien de temps ?

Dans un article publié en août dernier, Alan Blinder, un démocrate qui fut vice-président de la Fed de juin 1994 à janvier 1996, a dit de M. Greenspan qu'il a été « le plus grand patron d'une banque centrale de tous les temps ».

Enhardis par la prospérité économique sous M. Greenspan, les Américains ont couru de plus grands risques financiers et augmenté leurs emprunts. Au troisième trimestre de l'an dernier, la dette des ménages américains avait atteint 11 000 milliards US.

La plus grande partie de l'argent que les Américains dépensent a été empruntée d'autres pays, ce qui a fait que le déficit du compte courant, plus large mesure du commerce, a septuplé au cours des 10 dernières années.

Propriétaires de maison

Alan Greenspan établit un lien entre les déséquilibres dans le domaine de l'habitation et le commerce américain. À la faveur de la hausse du prix des habitations, les propriétaires ont puisé dans la valeur nette

de leur propriété en obtenant des prêts fondés sur la valeur nette de leur maison. Ils ont utilisé une partie de cet argent pour acheter des importations, ce qui a gonflé le déficit commercial.

Dans quelle proportion exacte les consommateurs dépensent-ils davantage lorsque la valeur de leur bien immobilier augmente (et de combien réduiraient-ils leurs dépenses lorsque cette valeur tombera), voilà encore une question encore sans réponse, même pour la Fed.

À cet égard, les modèles informatiques de la Fed font état de modestes changements. Pour chaque tranche de 100 \$ de plus en richesse, que celle-ci provienne du prix des actions, des maisons et d'autres biens plus élevés, les consommateurs dépensent environ 3,50 \$ de plus qu'ils ne le feraient autrement, selon ces modèles.

M. Greenspan voit des effets potentiellement plus sérieux en ce qui concerne l'habitation. Dans un article publié en septembre dernier en collaboration avec James Kennedy, un économiste de la Fed, le prési-

dent a écrit que les emprunts effectués en contrepartie de l'immobilier ont ajouté 600 milliards aux dépenses de consommation en 2004, soit l'équivalent de 7 % du revenu personnel disponible.

« Nous sommes au beau milieu d'un boom immobilier jamais vu », a dit M. Shiller en août dernier. « Quelque chose va se produire qui mettra fin à ça », ajoutait-il.

D'une bulle à l'autre

Certains économistes du secteur privé font aussi preuve d'un certain pessimisme. « Nous sommes passés d'une bulle à la Bourse à une autre, dans l'immobilier », croit Stephen Roach, économiste en chef de Morgan Stanley, à New York.

Ce n'est qu'une question de temps avant que l'économie ne subisse un ralentissement, dit-il.

L'auteur Edward Chancellor partage cet avis. « Je ne peux pas imaginer plus grosse bulle pour aider l'économie à poursuivre sur sa vague cette fois-ci », avance M. Chancellor.

Une analyse réalisée par Goldman, Sachs & Co., à New York, donne à penser qu'un marché immobilier stagnant, au sein duquel les prix évoluent au rythme de l'inflation, pourrait ralentir la croissance économique à un taux annuel de 2,5 % comparativement à 3,6 % en 2005. Une bonne partie du ralentissement serait dû à la baisse des dépenses de consommation, les propriétaires obtenant moins d'argent de leur maison, démontre l'analyse de Goldman.

Une firme et un livre

Même s'il se prépare à quitter la Fed, M. Greenspan ne disparaîtra pas complètement. En fait, il a l'intention d'ouvrir une firme de consultation. Cette compagnie se spécialisera en analyse économique. M. Greenspan veut aussi écrire un livre, donner des conférences et il ne souhaite pas faire partie de conseils d'administration d'entreprises.

18 ANS ET DEMI À LA TÊTE DE LA FED...



PHOTO BARRY THUMMA, ARCHIVES AP

Avec Ronald Reagan, en 1987.

1987

2 juillet > Le président républicain Ronald Reagan nomme Alan Greenspan au poste de président de la Réserve fédérale américaine.

19 octobre > « Lundi noir » sur les marchés boursiers. L'indice américain Dow Jones chute de 22,6 % en une seule journée.

1990

Juillet > Début d'une phase de huit mois de récession. La Fed abaisse son principal taux directeur, celui du Fed Funds.

1991

10 juillet > Le président républicain George Bush père nomme Alan Greenspan pour un deuxième mandat à la tête de la Fed.



PHOTO DOUG MILLS, ARCHIVES AP

En compagnie de George Bush père, en 1991.

1994

Février > La Fed décide que l'annonce de ses décisions sur ses taux sera désormais accompagnée d'un communiqué expliquant ces décisions.

1996

22 février > Le président démocrate Bill Clinton nomme Alan Greenspan pour un troisième mandat à la tête de la Fed.

5 décembre > Alors que le Dow Jones évolue à 6400 points, Alan Greenspan se demande comment être sûr que la valeur des actifs ne relève pas de « l'exubérance irrationnelle ». La remarque provoque un repli passager des marchés mondiaux.

1997

Juillet > Début de la crise financière asiatique.

FED LA FIN D'UNE ÉPOQUE

L'EXUBÉRANT RATIONNEL

« Il n'avait pas de pouvoirs magiques, juge Sherry Cooper, économiste en chef chez BMO Nesbitt Burns. Il a nourri le marché boursier en 1999 parce qu'il craignait le bogue de l'an 2000. »

Tout au plus s'inquiètera-t-il de l'« exubérance irrationnelle » du marché, formule ronflante qui lui restera collée à la peau. Ses détracteurs diront en coulisse qu'il consulte peu. Il est parfois son propre service de recherches, blaguent-ils.

Du côté canadien, la conduite de la Banque est plus classique durant cette période. « En 1991, le Canada est le deuxième pays après la Nouvelle-Zélande à adopter une cible d'inflation avec l'accord du ministre des Finances. La plupart des banques centrales feront de même par la suite », rappelle Bernard Bonin, sous-gouverneur de la Banque du Canada de 1988 à 1994 et premier sous-gouverneur jusqu'en 1999.

« Lui (Greenspan) et moi n'étions pas d'accord sur les avantages d'une cible d'inflation comme moyen de rendre la conduite de la politique monétaire plus prévisible, transparente et responsable, af-

firmé Gordon Thiessen dans des notes transmises depuis l'Asie à notre demande. En revanche, il s'est toujours intéressé à l'expérience canadienne en tant que pionnier de cette approche. » M. Thiessen a gouverné notre banque centrale de 1994 à 2001.

M. Greenspan voit aussi avant bien d'autres les changements à l'économie mondiale apportés par l'effondrement de l'URSS et l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce. « Il était toujours à la recherche d'informations ou d'analyses lui permettant d'expliquer aux banquiers centraux et aux gouvernements les développements insolites ou inattendus auxquels ils étaient confrontés », poursuit M. Thiessen.

« Il savait regarder à long terme. Il n'était pas obsédé par les chiffres », renchérit M^{me} Cooper.

La transparence énigmatique

On loue beaucoup les efforts déployés par Allan Greenspan pour rendre plus transparente la conduite de la politique monétaire. Il a commencé par accompagner ses décisions d'un communiqué soigneu-

sement rédigé pour donner des indications sur les perceptions qu'avait la Fed de l'économie et de l'inflation et sur la démarche qu'elle entendait suivre.

Il a ensuite établi un calendrier annuel de huit dates fixes où la Fed peut modifier son taux directeur. Il

Les RPM et leurs deux mises à jour, initiées par M. Thiessen, n'ont pas d'équivalent à la Fed. Son président comparait plutôt deux fois l'an devant la Chambre des représentants et le Sénat.

Autant d'occasions en 18 ans pour un *one man show* quand on s'appel-

en apprenait plus en lisant ceux des autres membres de la Fed. »

M. Greenspan ne s'est pas enfermé pour autant dans la mécanique des dates fixes ou des communiqués officiels. « En janvier 2002, il n'a pas hésité à baisser les taux en dehors du calendrier des dates fixes, parce qu'il s'est inquiété des mauvais chiffres de l'Institut of Supply Management, qui donne le pouls de l'activité manufacturière, rappelle M. Dupuis. Greenspan marque la fin d'une époque. »

Sa sortie de scène est soulignée par un concert de louanges d'où percent quelques notes discordantes. L'influent hebdomadaire britannique *The Economist* lui consacrait sa une la semaine dernière et titrait « Monetary Myopia », allusion moqueuse à son regard ceint d'épaisses lunettes rondes.

« Sa réputation est surfaite », affirme tout de go Sherry Cooper. Est-ce à dire que ses admirateurs font preuve d'exubérance irrationnelle ? « C'est la bonne façon de le formuler. »

« Il a toujours été un champion de l'obscurité. Si vous m'avez parfaitement compris, disait-il à la blague, c'est que j'ai fait du mauvais travail. »

a enfin rapproché de leur tenue la publication des délibérations des membres du comité de la politique monétaire, le FOMC.

Les autres banques ont adopté des lignes de conduite semblables, la nôtre allant plus loin encore avec la publication semestrielle du Rapport sur la politique monétaire (RPM), vaste exposé de ses vues. « Est-ce que la Banque du Canada aurait fait ça unilatéralement ? Moi, j'en doute, affirme Clément Gignac économiste en chef et stratège à la Financière Banque Nationale. En tout cas, il y a coïncidence. »

le Alan Greenspan.

« Il a toujours été un champion de l'obscurité. Il en faisait un point d'honneur, ironise M. Bonin. Si vous m'avez parfaitement compris, disait-il à la blague, c'est que j'ai fait du mauvais travail. »

C'est surtout dans ses réponses aux questions des élus qu'il maîtrisait l'art de dire en même temps une chose et son contraire. Pleines de nuances, ses remarques liminaires étaient sibyllines, mais moins obscures. « Il fallait toujours lire deux fois ses discours, nuance toutefois M. Gignac. On



PHOTO TIM SLOAN, ARCHIVES AFP

Même s'il se prépare à quitter la Fed, Alan Greenspan ne disparaîtra pas complètement. En fait, il a l'intention d'ouvrir une firme de consultation. Il veut aussi écrire un livre, donner des conférences, mais ne souhaite pas faire partie de conseils d'administration d'entreprises.

La plus puissante

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON – La Fed est la Banque centrale la plus puissante au monde en raison du poids des États-Unis dans l'économie mondiale, de l'importance de Wall Street et du rôle du dollar comme première monnaie de réserve.

Créée par une loi fédérale en 1913, son rôle principal est devenu ces dernières années de maintenir la stabilité des prix et la solidité du système financier américain.

Ses sept gouverneurs et son président sont nommés par le président des États-Unis avec l'approbation du Sénat.

Le président de la Fed n'est pas nécessairement choisi parmi les gouverneurs.

Ben Bernanke, qui s'apprête à succéder à compter du 1^{er} février à Alan Greenspan, a été gouverneur de 2002 à 2005.

Un mandat de gouverneur est de 14 ans et un membre qui accomplit un mandat complet ne peut pas être renommé.

Le président et le vice-président sont nommés pour quatre ans, indépendamment de la durée éventuelle du mandat de gouverneur qu'il leur reste à effectuer.

Le système fédéral de Réserve est composé de la Fed et de 12 Banques de réserve régionales.

Le Comité de politique monétaire de la Fed (FOMC) se réunit en principe huit fois par an pour décider de l'évolution des taux directeurs. Il est composé de 12 membres : les sept gouverneurs de la Fed auxquels s'ajoutent celui de la Fed de New York et quatre autres présidents des Banques de réserve régionales qui siègent à tour de rôle pour un an.



PHOTO ARCHIVES AP

En 2000 avec Bill Clinton.



PHOTO J. SCOTT APPLEWHITE, ARCHIVES AP

Puis avec George Bush fils, en décembre 2000.



PHOTO JIM WATSON, ARCHIVES AFP

Enfin, avec le président et son successeur, Ben Bernanke.

2000
Janvier > En plein cœur de la bulle Internet, le NASDAQ et le Dow Jones atteignent des sommets.

4 janvier > Bill Clinton nomme Alan Greenspan pour un quatrième mandat.

2001
Janvier > L'économie américaine entre dans une phase de récession.

2002
30 août > Répondant aux critiques l'accusant de ne pas avoir agi pour prévenir la « bulle » Internet de la fin des années 90, Alan Greenspan juge difficile d'établir des indicateurs qui puissent renseigner sur de tels phénomènes spéculatifs.

2003
25 juin > À 1 %, le Fed Funds atteint son plus bas niveau depuis 1958.

2004
18 mai > George W. Bush nomme Alan Greenspan pour un cinquième mandat.

2005
16 février > Alan Greenspan laisse transparenter son inquiétude sur le comportement des marchés financiers qui semblent déconnectés des hausses de taux d'intérêt. « Pour le moment, le comportement largement inattendu des marchés obligataires mondiaux reste une énigme », estime-t-il dans son allocution semestrielle devant le Congrès.

24 octobre > George W. Bush nomme Ben Bernanke pour succéder à Alan Greenspan.

2006
31 janvier > Fin du mandat d'Alan Greenspan.

LA PRESSE AFFAIRES

DILBERT



À BIEN Y PENSER...

« Le résultat le plus précieux de l'éducation est la tolérance. »

— Helen Keller, activiste

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

	7			8	6			
				3				4
4					9			7
	2		7					5
				5	4			3
	8	4		6				
		6	5		9			
8		2		4			9	
	4		1			3		

Niveau de difficulté : DIFFICILE

0190

Solution du dernier sudoku

1	8	6	4	7	5	2	3	9
7	9	4	2	8	3	6	5	1
3	2	5	1	9	6	8	4	7
9	5	8	7	1	4	3	6	2
2	7	3	6	5	8	1	9	4
6	4	1	9	3	2	7	8	5
8	3	7	5	2	9	4	1	6
5	6	2	8	4	1	9	7	3
4	1	9	3	6	7	5	2	8

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

Par Fabien Savary 0189

Réorganisation majeure chez Olymel

KARINE FORTIN
PRESSE CANADIENNE

Olymel a annoncé hier une réorganisation de ses activités de transformation du porc et de la volaille qui entraînera la disparition de près de 900 emplois au Québec, dont 650 à l'usine de Saint-Simon, en Montérégie.

Ces licenciements seront toutefois en partie contrebalancés par l'embauche d'environ 550 personnes dans d'autres établissements qui bénéficieront d'importants investissements. Olymel estime que les travaux annoncés hier lui coûteront quelques 24 millions.

« Notre entreprise doit s'adapter à des conditions de marché particulièrement difficiles dans le secteur du porc au Québec », a indiqué le PDG Réjean Nadeau dans un communiqué. Il soutient néanmoins que la compagnie préserve le plus d'emplois possibles et qu'elle continue à offrir les meilleures conditions à ses employés.

Olymel se dit notamment victime de la hausse du dollar canadien, du moratoire sur la production porcine

au Québec et de l'arrivée de nouveaux concurrents dans le marché international.

La société en commandite contrôlée par la Coop fédérée explique en outre ses problèmes par « ses coûts d'opération plus élevés notamment au chapitre de la rémunération ».

Fermetures d'usine

Afin d'améliorer sa rentabilité, Olymel a décidé de fermer deux usines de transformation du porc. La plus grosse, à Saint-Simon, em-

« Notre entreprise doit s'adapter à des conditions de marché particulièrement difficiles dans le secteur du porc au Québec. »

ploie actuellement 650 personnes. Quelque 126 licenciements, annoncés en novembre, auront lieu comme prévu en février. Les 520 autres travailleurs de l'usine perdront leur gagne-pain en septembre.

Environ 120 emplois disparaîtront par ailleurs à Saint-Jacques-de-Montcalm, près de Joliette, où Olymel exploite un établissement de

déossage de fesses de porc. Cet établissement fermera ses portes dans 12 semaines.

Olymel assure toutefois que tous les travailleurs touchés se verront offrir un emploi à Saint-Esprit, dans une usine de traitement du porc frais qui sera modernisée pour 12 millions. Après les travaux, l'établissement devrait employer 790 personnes, soit 150 de plus qu'aujourd'hui.

Pour le syndicat affilié à la CSN, la fermeture de l'usine de Saint-Si-

mon constitue « une autre étape dans le processus de rationalisation brutal entrepris par Olymel au cours des derniers mois ».

Les travailleurs soupçonnent même l'employeur de vouloir leur extorquer des concessions salariales sous la menace. La centrale a laissé savoir hier qu'elle analyserait la situation et mettrait au

point des stratégies pour y faire face.

En entrevue à La Presse Canadienne, le vice-président principal d'Olymel Paul Beauchamp a toutefois expliqué que l'entreprise se devait de fermer des usines pour s'ajuster au contexte.

« Lorsqu'on regarde nos capacités et nos perspectives au Québec, on réalise qu'on a des surcapacités dans certaines activités », a-t-il souligné.

A son avis, plusieurs des travailleurs licenciés pourraient éventuellement être réembauchés par Olymel.

« On ne peut pas promettre de poste à personne, mais nous sommes toujours en embauche. D'expérience, on sait qu'on est capable d'amenuiser énormément les impacts de telles fermetures. »

Autres changements

Parmi les autres mesures annoncées hier, figurent quelques dizaines de mises à pied à Saint-Valérien, à Iberville et ainsi qu'à Berthierville. Une centaine d'emplois disparaîtront aussi dans les usines de prépa-

ration de bacon de Princeville, mais les travailleurs touchés se verront offrir des postes à l'usine de découpe et désossage voisine.

Cet établissement qui a été relancé en octobre dernier verra ses activités étendues sur un deuxième quart de travail. Cette augmentation de la production nécessitera l'embauche de 250 personnes.

Les usines de Saint-Hyacinthe, Sainte-Rosalie, Saint-Jean-Baptiste et Saint-Damase, qui se spécialisent dans la transformation du poulet et du dindon, verront pour leur part leurs activités modifiées.

Au cours des derniers mois, Olymel a annoncé plusieurs mesures visant à réduire ses coûts d'exploitation.

D'après le porte-parole d'Olymel, Richard Vigneault, l'importante restructuration dévoilée hier devrait être la dernière « dans un avenir prévisible ».

Olymel compte plus de 10 000 employés au Québec, en Ontario et en Alberta. Elle exporte environ la moitié de sa production et son chiffre d'affaires devrait atteindre 2,5 milliards cette année.

La croissance aux États-Unis est nettement au ralenti

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — La croissance américaine a nettement ralenti au quatrième trimestre 2005, à 1,1 % en rythme annuel contre 4,1 % au troisième trimestre, plombée notamment par un ralentissement des dépenses de consommation des ménages, a annoncé hier le département du Commerce.

Cette première estimation est inférieure aux attentes des analystes, qui tablaient sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 2,8 % en rythme annuel.

Il s'agit aussi du plus faible taux qui ait été enregistré en trois ans, depuis le quatrième trimestre 2002, où le PIB américain avait crû de 0,2 % en rythme annuel.

Sur l'ensemble de l'année 2005, l'économie américaine a progressé de 3,5 %, après 4,2 % en 2004 et 2,7 % en 2003, a précisé le département du Commerce dans un communiqué.

Le ralentissement enregistré au quatrième trimestre 2005 par rapport au trimestre précédent est lié à « un ralentissement des dépenses de consommation des ménages, une accélération des importations, un renversement des dépenses fédérales et un ralentissement de l'investissement dans l'informatique et de l'investissement des ménages », a expliqué le ministère.

Les dépenses de consommation

des ménages, élément moteur de la croissance américaine, ont ainsi progressé de seulement 1,1 % au quatrième trimestre, après 4,1 % au troisième, 3,4 % au deuxième et 3,5 % au premier.

Il faut remonter au deuxième trimestre 2001 (+1 %) pour trouver une progression aussi faible des dépenses de consommation, a précisé le département du Commerce.

Ces dépenses de consommation ont seulement contribué à la croissance à hauteur de 0,79 point de pourcentage au quatrième trimestre, contre 2,85 points au troisième, 2,35 au deuxième et 2,44 au premier.

L'investissement des ménages, réalisé essentiellement dans l'immobilier, a également ralenti, progressant de 3,5 % après 7,3 % au troisième trimestre, 10,8 % au deuxième et 9,5 % au premier. Sa contribution à la croissance est ainsi passée de 0,43 point au troisième trimestre à 0,21 point au quatrième.

La contribution de l'investissement des entreprises (+2,8 % après +8,5 %) a aussi baissé, à 0,30 point contre 0,88 point au trimestre précédent.

Alimentation et énergie inclus, la

progression de l'indice a ralenti sur le trimestre, à 2,6 %, après 3,7 % au troisième trimestre 3,3 % au deuxième et 2,3 % au premier.

Le département du Commerce a souligné que les stocks des entreprises avaient contribué pour 1,45 point à la croissance du quatrième trimestre, après avoir pesé à hauteur de 0,43 point au troisième.

Le demande finale, c'est-à-dire le PIB moins les stocks, est néanmoins passée dans le rouge, reculant de 0,3 % après avoir gagné 4,6 % au troisième trimestre, 5,6 % au deuxième et 3,5 % au premier.

Outre le ralentissement des dépenses des ménages, la croissance a pâti d'une hausse de 9,1 % des importations après 2,4 % au troisième trimestre, le déficit commercial soustrayant 1,18 point de croissance sur le trimestre, contre 0,12 point au troisième trimestre.

Autre élément défavorable, la production automobile, qui a soustrait 0,58 point de pourcentage à la croissance après y avoir contribué positivement pour 0,56 point au troisième trimestre, a souligné le ministère.

Dans le même temps, les dépenses du gouvernement fédéral ont chuté de 7 %.

Elles ont ainsi pesé sur la croissance à hauteur 0,50 point, alors qu'elles avaient contribué à la progression du PIB au troisième trimestre à hauteur de 0,52 point.

Le Québec a-t-il les moyens de Davos ?

FORUM

suite de la page 1

Au final, la compétition fiscale finit par accroître la pauvreté dans le monde, ont souligné plusieurs participants.

Faut-il arrêter de faire de la promotion économique ? Peut-être, à en croire le président de Siemens, Klaus Kleinfeld, qui, interrogé lors d'une discussion sur les facteurs de localisation des entreprises, a répondu que ce qui attire la sienne était la population locale.

Selon lui, les gouvernements peuvent faire beaucoup pour attirer les entreprises en investissant dans le mieux-être de la population et l'éducation, pour faire de leur pays un endroit agréable à

vivre, avec de bonnes universités, où des employés venus de l'étranger seront contents d'aller travailler.

Les missions économiques sont un autre moyen de prospecter le marché de l'investissement étranger. Le ministre Béchard, qui a fait partie de la mission du Québec en Inde avant d'arriver à Davos, est convaincu des mérites de l'opération.

Selon lui, les entreprises québécoises qui participent à ce genre de mission n'en profitent pas pour accroître le recours à sous-traitance et réduire le nombre de personnes qu'ils emploient au Québec. « Ça peut arriver, mais c'est seulement le cas d'une petite minorité », a-t-il assuré.

La majorité en profite pour accroître leur marché, ce qui crée des emplois au Québec et crée des liens qui se traduiront souvent par l'apport d'investissement étrangers.

La méthode utilisée pour attirer les investisseurs étrangers peut être discutée, mais il faut le faire, estime le président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, Henri-Paul Rousseau, qui a passé la semaine sur place.

« Tous les pays le font, dit-il. L'intérêt n'est pas l'argent apporté par les investisseurs, il y a de l'argent partout, mais pour l'expertise ».

Selon l'économiste, l'investissement étranger doit permettre à un pays de faire des choses qu'il ne faisait pas avant, d'améliorer ses compétences.

EN BREF

Feu vert à la prise de contrôle de Falconbridge

Le Bureau de la concurrence a donné le feu vert au projet de prise de contrôle, au coût de 12,5 milliards, de Falconbridge par Inco.

Inco a annoncé hier avoir reçu une lettre de l'organisme dans laquelle ce dernier a affirmé ne pas s'opposer à la fusion des

deux importants producteurs de nickel.

Les autorités réglementaires américaines et celles de l'Union européenne n'ont pas encore complété leurs évaluations respectives.

Inco, qui avait formulé une offre en argent comptant et en actions évaluée à environ 34 \$ par action de Falconbridge, en octobre, avait annoncé le 12 janvier prolonger cette offre jusqu'au 28 février, au moins, dans l'attente de l'autorisation des autorités de réglementation. Presse Canadienne

Affaires

704 SITES INTERNET

LE PARADIS TERRESTRE
vous intéresse, visitez
www3.sympatico.ca/pierre307

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

4 MACHINES DISTRIBUTRICES à café Saeco, 14 500 \$ + taxes, 514-428-8771.

CENTRE canin, bon roulement, bien située, beaucoup de potentiel. 2 logements disponibles dans même bâtisse. 1-819-820-2727.

CIE de gestion recherche prêteurs privés en hyp., à taux raisonnable, pour achat de 2, 3, 4-plex. Tél. 514-523-3993, 514-774-8800.

COMPAGNIE DE TRANSPORT adapté, médical et sorties organisées à vendre. Permis par abonnement. Info: 450 628-0134

CONCEPT FINANCIER UNIQUE
Directeur demandé. Possibilité 1000 \$ et plus par semaine. 514-381-1579

DEUX salles de montages vidéo complètes; un système Avid, un système Final Cut. Très peu d'usure. Information: 450-656-4245

DISPOSE BUREAUX AVEC VITRINE
4869 Ste-Catherine
Ouvert à toutes propositions
Pierre, 514-978-1779

700 OCCASIONS D'AFFAIRES

HOMME D'AFFAIRES possédant une licence RBQ d'entrepreneur général & spécialisée recherche partenaire financier afin d'aller chercher cautionnement pour expansion de l'entreprise. 450-439-1830.

PME avec bâtisses, équipements, terrains, Laurentides, 445 000 \$. 450-971-3440

PROBLÈMES D'IMPÔTS !

(T.P.S., T.V.Q.)
Dépenses refusées - Bientôt à Laval
www.defenseursfiscaux.com 450-672-1333

RECHERCHONS à Montréal immeubles locatifs à convertir, 514 728-1723

WWW.DAYTRADERCANADA.COM
Devenez Daytrader cours professionnel de 7 jours • Accès direct NASDAQ, NYSE, TSX • Maison/bureau, temps plein/partiel • Contrôle du risque à 100% • 60h de cours dont 40h de temps réel • Manuel 400 pages • Ordinateur & logiciels fournis • **Le cours à Montréal est du 25 février au 3 mars 2006.** • (514) 529-2073 • 1-866-529-2073 •

PARTENAIRES D'AFFAIRES

Les Résidences Le Bourg-Joie

Développement d'un réseau de 10 résidences pour personnes autonomes de 55 ans et plus. Deuxième résidence prête à construire pour l'été 2006.

Projet de 196 unités

Désire associés financiers 500 000 \$ et plus, 5 000 000 \$ requis.
Claude Boulanger ou Alain Salette : (450) 582-0971

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

PRÊTEUR PRIVÉ, 1ière, 2e hypothèque, cas spéciaux, promoteurs etc. 50 000\$ à 2 millions. 514 609-2985 Acceptation rapide.

RECHERCHE INVESTISSEURS pour placement hypothécaire rés., comm. et ind.
Y. Rudolphe (514) 362-8008
Rudolf Patrimoine Conseil, crtr imm. Agréé

716 SERVICES SPÉCIALISÉS

PROFESSIONNEL: rétablissement de crédit; personnes sérieuses seulement. Stéphane 514-757-2233



Arrestation de Martin Tremblay à New York

Dominion Investments liée aux Hells, croit la GRC

ÉLISABETH FLEURY ET PIERRE COUTURE LE SOLEIL

La firme offshore de Martin Tremblay, banquier québécois de 43 ans accusé lundi à New York d'avoir blanchi 1 milliard US d'argent sale, est soupçonnée par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) d'être liée aux Hells Angels.

En août 2004, Martin Tremblay et sa société, Dominion Investments, établie à Nassau aux Bahamas, ont intenté contre la GRC une poursuite en dommages-intérêts et dommages exemplaires de 6,3 millions de dollars.

Selon eux, la GRC aurait divulgué à des institutions financières et à des autorités policières américaines des renseignements faux, trompeurs et hautement préjudiciables à leur réputation et à leurs affaires.

Les demandeurs indiquent dans leur action que ces renseignements auraient été dévoilés par les autorités policières canadiennes et américaines en marge d'une enquête qu'elles menaient sur les activités de Daniel Pelchat, résident de Lévis soupçonné de complot et de fabrication de GHB.

Plus précisément, les demandeurs ont contre un document préparé par les autorités américaines relativement à l'arrestation provisoire de Daniel Pelchat.

Dans le document, la Drug Enforcement Administration

(DEA) écrit qu'au cours de l'enquête, la GRC et elle ont appris que l'argent de Pelchat avait été déposé dans un compte de Dominion Investments à la Banque Royale du Canada. Elle ajoute que selon la GRC, « la Dominion Investments est une société de blanchiment d'argent affiliée aux Hells Angels ».

La GRC n'a pas voulu commenter ces allégations et parler du cas de Tremblay, hier, prétextant notamment le processus judiciaire en cours.

La firme d'avocats de Tremblay au Canada, Stikeman Elliott, a pour sa part indiqué au quotidien *Le Soleil* que la poursuite en dommages intentée contre la GRC avait été « mise sur la gla-

Selon la GRC, « la Dominion Investments est une société de blanchiment d'argent affiliée aux Hells Angels ».

ce » en attendant la suite du processus aux États-Unis.

Les derniers développements dans cette affaire de poursuite contre la GRC remontent à octobre dernier. La Cour fédérale avait rendu une décision favorable à Tremblay.

Celui-ci a notamment obtenu de la juge Johanne Gauthier que lui soit révélé le contenu d'une déclaration sous serment rédigée par un inspecteur de la GRC et faisant état de renseignements ayant amené la GRC à fonder ses accusations.

La GRC s'opposait à la divul-

gation de ces informations, arguant que cela aurait causé un préjudice sérieux à l'intérêt public, plus particulièrement au fonctionnement des corps policiers du Canada et à la conduite d'enquêtes criminelles en cours.

Nouvelles accusations aux États-Unis

Bien que l'acte d'accusation rédigé par la DEA dans le dossier de Martin Tremblay ne dévoile aucune identité de personnes impliquées dans les crimes allégués, la justice américaine laisse entendre que de nouvelles accusations de blanchiment d'argent et de fraude pourraient être portées contre d'autres individus.

La porte-parole du départe-

ment américain de la Justice, Megan Gaffney, refuse d'ailleurs de formuler des commentaires sur les parties non nommées par l'acte d'accusation : « Tous les éléments de preuve seront rendus publics lors du procès », a-t-elle laissé savoir.

Hier, il a toutefois été permis d'apprendre qu'au cours des derniers jours, les autorités américaines ont eu quelques surprises en épluchant le dossier du banquier québécois.

Une source suivant l'affaire de près nous a indiqué que les au-



Martin Tremblay

PHOTO LE SOLEIL

torités américaines « avaient pogné quelque chose » en apprenant que le Québécois était issu d'une famille dont la fortune personnelle émanait du secteur de la câblodistribution. « Ils ne savaient même pas ça », a-t-elle ajouté. La somme de 1 milliard de dollars avancée par la DEA — supposément blanchis entre 1998 et 2005 — correspondrait en fait aux éléments d'actif totaux de Dominion Investments.

Famille multimillionnaire

Il faut dire que Martin Tremblay est le fils du multimillionnaire Gérard Tremblay qui a fondé la compagnie de câblodistribution TéléSag à la fin des années 70 avant de la céder à la famille Chagnon, de Vidéotron, à la fin des années 80.

Gérard Tremblay, qui avait été payé en bons de souscriptions pour des actions de Vidéotron — dont la somme s'élevait à 33,8 millions en 1989 —, a en-

caissé ses bons en 1995 et en 1996.

L'action de Vidéotron, qui valait près de 14 \$ en 1989, avait fait un bond à 35 \$ en 1996.

Craignant de payer trop d'impôts, la famille Tremblay avait alors créé avec l'aide d'experts comptables montréalais quatre fiducies familiales dans les Caraïbes, soit une pour le père, une pour la mère, Danielle Vailancourt, une pour Martin Tremblay et une pour leur fille, M^{me} Hélène Tremblay.

Tous les membres de la famille ont par la suite quitté le Saguenay pour Nassau, aux Bahamas, devenant des citoyens canadiens non résidents.

Détenu à New York depuis une semaine par la DEA, Martin Tremblay a plaidé non coupable à une série d'accusations pour blanchiment d'argent issues d'activités liées au trafic de stupéfiants. On l'accuse également de fraudes boursières, de fraudes bancaires et d'évasion fiscale.

Pour l'heure, la justice américaine n'a pas encore fixé de date pour le début du procès de M. Tremblay. Son avocat, M^{re} Richard Boulware, du cabinet new-yorkais Federal Defenders, n'a pas rappelé.

Norbourg

Plus tôt cette semaine, des informations liaient l'arrestation de Martin Tremblay à l'enquête que mènent les policiers canadiens dans le scandale Norbourg.

Plus de 130 millions de dollars provenant de 9200 investisseurs canadiens ont disparu des coffres de la firme de gestion québécoise.

C'est en passant au peigne fin les dossiers saisis chez Vincent Lacroix, principal dirigeant de Norbourg, que des enquêteurs seraient tombés sur la piste de Martin Tremblay.

Des informations ont aussi démontré que Norbourg aurait fait au moins trois versements totalisant environ 600 000 \$US à Dominion Investments ou à de tierces parties détenant des comptes dans cette firme spécialisée dans les transactions offshore.

Augmentation de 24% pour le PDG de la Royale

BLOOMBERG

La Banque Royale du Canada a haussé de 24 %, à 9,7 millions la rémunération de son PDG Gordon Nixon, soit environ 190 000 \$ par semaine, après que la plus importante banque canadienne eut engrangé un profit record.

La rémunération de M. Nixon, comprenant son salaire, des primes, des options et d'autres paiements avait atteint 7,8 millions l'année précédente, selon des documents soumis aux autorités réglementaires canadiennes. Il a également reçu 620 000 \$ en cotisations au régime de retraite, comparativement à 479 000 \$ il y a un an.

M. Nixon, qui a eu 49 ans cette semaine, a redressé la Banque Royale qui, en 2004, avait subi sa première baisse de profits en cinq ans. Aux États-Unis, la banque a fermé des succursales alors qu'au Canada, elle a éliminé environ

1000 postes de cadres et du bureau de direction.

M. Nixon doit posséder un minimum d'actions valant sept fois la moyenne de son salaire de base des trois dernières années, comparativement à six fois antérieurement, a précisé la Banque.

Barbara Stymiest, qui est entrée à la banque en novembre 2004 à titre de chef de l'exploitation, a touché 4,3 millions en salaire, primes, actions, options et autres rétributions.

Au cours de l'année précédente, elle avait obtenu 6,6 millions, principalement sous forme de paiement d'actions. M^{me} Stymiest a également reçu 179 000 \$ en cotisations au régime de retraite.

Charles Winograd, qui dirige la division de banque d'affaires RBC Capital Markets, a reçu 6 millions, contre 6,9 millions il y a un an.

La Banque Royale a également mis en oeuvre une politique selon laquelle les

administrateurs doivent démissionner s'ils n'obtiennent pas le soutien d'une majorité d'actionnaires lors des nominations à l'assemblée annuelle.

De même, à compter du 1^{er} avril prochain, les membres du conseil d'administration devront posséder pour 500 000 \$ d'actions de la Banque Royale,

comparativement à 300 000 \$ auparavant.

Hier, le titre de la Banque Royale a gagné 35 cents à 89,25 \$ à la Bourse de Toronto. Le titre a crû de 45 % au cours de la dernière année, y compris les dividendes, un sommet parmi les cinq plus grandes banques canadiennes.

Lourdes charges pour Alcan

PRESSE CANADIENNE

Alcan a annoncé hier s'attendre à ce que ses résultats financiers du quatrième trimestre de 2005 comportent des charges nettes après impôts qui pourraient atteindre 560 millions.

Le géant montréalais de l'aluminium a précisé qu'il s'agissait de charges liées à la restructuration annoncée antérieurement de son secteur des emballages, à la réduction de valeur de l'écart d'acquisition associé, à des moins-values d'actifs et à la fermeture, également annoncée antérieurement, de deux usines d'électrolyse en Europe.

Alcan a précisé que ces charges nettes après impôts seraient d'environ 510 à 560 millions, soit de 1,40 \$ à 1,50 \$ par action ordinaire.

« Ces charges découlent des augmentations considérables des coûts externes et des pressions concurrentielles qu'ont subies certaines de nos activités en 2005 », a déclaré Travis Engen, président et chef de la direction d'Alcan, par voie de communiqué.

« Nous avons accompli des progrès importants en relevant les défis du dernier exercice, ainsi qu'en témoigne la solide performance d'exploitation sous-jacente de notre entreprise », a-t-il ajouté.

À la Bourse de Toronto, hier, l'action d'Alcan a tout d'abord dégringolé à 51,40 \$, en matinée, avant de regagner le terrain perdu et de terminer la séance à 52,90 \$, en hausse de 82 cents par rapport au taux de clôture de la veille.

À VENDRE AUX ENCHÈRES
Seront vendus sur place
Les 15 - 21 - 23 février 2006

163, de Bellechasse, Mtl : Propriété commerciale vacante de 18,400 pi. ca. en béton.

948, Route 203, Howick : Fermette de 13,4 arpents avec 11 bâtiments sur le bord de la rivière

55-57, Ste-Catherine Est, Mtl : Hôtel en opération comprenant 25 chambres et offrant un potentiel inouï. En plein centre-ville !

Pour information et pour connaître les dates de visite :
www.sim-contact.com (450) 923-9300
Société immobilière Contact inc., crtl
L'AUTRE SOLUTION EN IMMOBILIER !

Diane Veilleux nommée directrice générale de la Fondation de l'UQAM



Le président du Conseil d'administration de la Fondation de l'UQAM et président des Chaînes Astral, Pierre Roy, et le vice-recteur aux Affaires publiques et au développement et secrétaire général de l'UQAM, Pierre Parent, sont heureux d'annoncer la nomination de Diane Veilleux au poste de directrice générale de la Fondation de l'UQAM.

En fonction depuis janvier 2006, M^{me} Veilleux poursuit la campagne majeure de financement *Prenez position pour l'UQAM*. À ce jour, 52,8 millions de dollars ont été recueillis.

Diplômée de l'Université Laval, Diane Veilleux possède une vaste expérience du milieu des affaires et de la philanthropie, qui lui a permis de tisser des liens solides avec les universités québécoises ainsi que plusieurs associations et ordres professionnels.

UQAM
Prenez position

Réussir dans un monde sans frontières.

Le MBA pour cadres de l'École des sciences de la gestion propose aux gestionnaires en exercice une formation d'environ deux ans, à raison d'une fin de semaine par mois, en cheminement général ou spécialisé.

Spécialisations

- Administration des services de santé
- Affaires électroniques
- Conseil en management
- Entreprises collectives
- Financement d'entreprises
- Gestion des bio-industries
- Gestion de la technologie
- Gestion du tourisme international
- Immobilier
- Logistique et transport
- Sciences comptables
- Services financiers
- Villes et métropoles

Séances d'information

Mardi 7 février et mercredi 5 avril à 18 h
Local D-R200

Dates limites et modalités d'inscription

www.mba.esg.uqam.ca

ESG UQAM
Prenez position

Simulation d'investissements financiers

Du 13 février au 7 avril 2006

Frais d'inscription **Grand public : 15 \$**

Inscrivez-vous avant le 17 février à **www.bourstad.ca**
(514) 376-1620 b.v. 583 ou **1 800 893-4280** b.v. 583

Collège de Rosemont

Participez à **BOURSTAD**
20 000 \$ en prix

Gérez un portefeuille virtuel de **100 000 \$** pendant huit semaines et gagnez sur tous les plans!

La SGF rejette le projet de Huntingdon

HÉLÈNE BARIL

La Société générale de financement (SGF) n'a pas l'intention d'investir dans le projet de fabrication de pâtes piloté par le maire d'Huntingdon, Stéphane Gendron, pour remplacer les usines textiles qui ont fermé leurs portes dans sa ville.

« C'est le projet d'un vendeur d'équipement. Il manque un opérateur et du cash, et ça ne nous intéresse pas », a fait savoir le président de la SGF, Pierre Shedleur, en marge du sommet de Davos.

La firme italienne Marini Impianti, qui fabrique de l'équipement pour le secteur agroalimentaire, voudrait investir à Huntingdon pour mouliner de la farine et fabriquer des pâtes. Il s'agit d'un projet de 300 millions et même davantage, en tenant compte d'une éventuelle expansion dans les aliments préparés.

Selon Pierre Shedleur, il s'agit d'un projet qui ne rencontre pas les critères de rentabilité de la SGF. « Quand on a perdu 900 millions, il faut en tirer des leçons », a-t-il dit. La SGF vient de radier 850 millions d'investissements improductifs dans son portefeuille.

La société d'État souhaite par contre que les promoteurs améliorent leur projet. « On n'a pas mis une croix dessus, mais on n'investira pas dans le projet dans sa forme actuelle », a dit M. Shedleur.

Stéphane Gendron, le maire de Huntingdon, ne baisse pas les bras. « Le projet n'est pas mort, on continue à travailler avec Investissement Québec », a-t-il assuré hier.

La SGF n'a pas investi dans de nouveaux projets de développement depuis deux ans. C'est parce qu'il a fallu un travail considérable pour faire le ménage du portefeuille laissé par l'ancienne administration, a expliqué M. Shedleur en entrevue. « Pendant que tu fais ça, tu ne fais pas de développement ».

Les pertes les plus importantes sont venues des investissements dans DSM, la Gaspesia et Circuit Foil, de Granby.

Même si l'entreprise affiche des profits pour l'exercice 2005, il n'y a pas lieu de se réjouir de l'état du portefeuille, selon lui. Sur les 100 entreprises qui constituent le portefeuille, 15 ont encore des gros problèmes, 15 vont bien et le reste est au point mort, a-t-il précisé.



La rockstar irlandaise Bono, qui a rencontré le président de la banque mondiale Paul Wolfowitz, a tenté une nouvelle approche au forum de Davos : concilier affaires et humanitaire en lançant le label « Red ». Pour profiter de ce label, quatre grandes marques de chaussures et de vêtements s'engagent à consacrer une petite partie de leurs bénéfices à la lutte contre le sida en Afrique.

PHOTO ANJA NIEDRINGHAUS, ASSOCIATED PRESS

Quant aux projets encore en discussion lors de son arrivée à la SGF en décembre 2004, il n'y en avait aucun de valable, affirme Pierre Shedleur. En outre, aucun investisseur intéressant n'est venu frapper à sa porte depuis deux ans, en raison des déficits qui s'empilaient.

La SGF doit encore encaisser des pertes dans certains de ces placements, mais elle est prête pour le redémarrage, a-t-il soutenu. Les quelque 300 millions qui sont dans ses coffres et qui proviennent de la vente de certains placements (Rona, Saputo), devraient être réinvestis cette

année, selon lui. Pierre Shedleur croit qu'il pourra vendre à profit suffisamment de placements pour avoir chaque année entre 200 et 300 millions à investir, sans demander plus d'argent au gouvernement.

Plusieurs des placements de la SGF sont invendables actuelle-

ment, notamment dans le secteur forestier (Domtar) où la valeur des entreprises est au plus bas. La part de la SGF dans l'aluminerie de Bécancour, par contre, pourrait être vendue avec un bon profit compte tenu des prix record de l'aluminium, reconnaît M. Shedleur.

Une meilleure récolte pour le Québec

La société Tafisa prévoit encore prendre de l'expansion à Lac-Mégantic

HÉLÈNE BARIL

L'opération séduction menée par le Québec cette semaine à Davos a donné de bien meilleurs résultats que l'an dernier, soutient le ministre du Développement économique, Claude Béchar, qui a quitté hier la station de ski suisse avec quelques projets d'investissement dans ses bagages.

« L'an dernier, on nous écoutait par politesse et cette année, on nous écoute par intérêt », a-t-il dit après avoir rencontré une douzaine de chefs d'entreprise en trois jours.

Au moins quatre projets représentant quelques centaines d'emplois pourraient voir le jour, a indiqué le ministre, qui a refusé de dire le nom des entreprises intéressées à investir au Québec.

Un cinquième projet a fait l'objet de discussions hier, et il risque de se concrétiser plus rapidement que les autres. Il s'agit de l'expansion de l'usine de panneaux de Tafisa, à Lac-Mégantic, selon les informations obtenues par *La Presse*, dans lequel la Société générale de financement (SGF) prendrait une participation. Investissement Québec détient une participation dans l'usine.

L'usine de Tafisa, propriété du groupe portugais Sonae Industria, exploite depuis 1990 à Lac-Mégantic la plus grande usine de panneaux de particules de bois et de mélamine en Amérique du Nord.

L'usine emploie 300 personnes et a déjà plus d'une fois augmenté sa production. Cette fois, il s'agit d'un projet important qui inclut un systé-

me de cogénération, a indiqué Claude Béchar.

Des quatre autres projets que rapporte le ministre, un est dans le secteur de la chimie et des plastiques, deux sont reliés aux technologies de l'information et un autre est dans le secteur pharmaceutique.

Un des projets du secteur des technologies de l'information est relié aux deux méga-hôpitaux en construction à Montréal. Il intéresse beaucoup une entreprise américaine qui pourrait conclure un partenariat avec la SGF pour développer des systèmes de traitement des dossiers personnels des patients. Cet investisseur américain, venu par politesse rencontrer la délégation québécoise, est resté par intérêt quand il a été question des deux nouveaux hôpitaux, a indiqué M. Shedleur.

Le président de la SGF, qui était présent à Davos l'an dernier, affirme lui aussi que le Québec a plus d'attrait pour les grandes entreprises. « Le monde a changé, a-t-il expliqué. Après avoir investi en Chine et en Inde, les entreprises veulent maintenant s'installer là où la main-d'œuvre est stable et où les règles du marché sont claires ».

Dans la foule des pays qui tentent d'attirer des investissements étrangers, le Québec est devenu plus intéressant que l'Amérique du Sud, où l'instabilité s'accroît, et plus intéressant aussi que les États-Unis, où le coût des soins de santé est devenu prohibitif pour les entreprises.

Pour le Québec, le *timing* est bon, estime Pierre Shedleur, qui a l'intention de demander aux dé-

marcheurs de la SGF d'ouvrir la machine à son retour à Montréal.

L'an dernier, la délégation québécoise pilotée par le ministre Michel Audet n'avait ramené qu'un projet de Davos, celui du secteur des mines et métaux qui, pour avoir progressé cette année, n'est toujours pas ficelé.

Le ministre Claude Béchar affirme qu'il n'aurait pas aimé être à la place de Michel Audet l'an dernier, alors que le Québec n'avait pas encore de politique de développement économique ni d'argent à mettre sur la table.

Avec Investissement Québec et la SGF, le gouvernement est maintenant prêt à mettre 1 milliard de dollars dans des projets d'investissements. « Ça ne laisse personne indifférent », assure M. Béchar.

La bourse de New York veut ouvrir plus longtemps

BLOOMBERG

La Bourse de New York s'attend à participer à davantage de rachats d'entreprises et pourrait allonger les heures de transactions après avoir terminé sa transformation en compagnie publique, a annoncé son président et PDG, John Thain.

« Nous souhaitons jouer un rôle de leader dans le processus de consolidation », a indiqué M. Thain à des reporters au Forum économique mondial de Davos. Il a soutenu que l'ouverture des marchés à 9h30 à la Bourse la plus importante au monde ne convenait pas au XXI^e siècle.

La Bourse de New York est intéressée à combiner des activités avec

des bourses européennes parce que des compagnies et des investisseurs y font là des transactions aussi bien qu'aux États-Unis, a dit M. Thain. Les compagnies inscrites à la Bourse de New York ont une capitalisation totale d'environ 21 billions de dollars américains, y compris 7 billions de dollars américains pour les compagnies établies hors des États-Unis, a-t-il précisé. Un accord transatlantique pourrait être conclu d'ici deux ans, dit-il.

M. Thain, 50 ans, ajoute qu'il cherchera d'abord à réaliser une acquisition aux États-Unis pour élargir la gamme des produits offerts par la Bourse de New York en plus des actions. Il a refusé de commenter

plus avant, soulignant toutefois que la Bourse de New York n'est pas engagée à l'heure actuelle dans des pourparlers d'acquisition.

La bourse de New York, qui a commencé ses activités en 1792, s'attend à conclure sa fusion avec Archipelago Holdings dès le mois prochain pour former NYSE Group Inc., une compagnie publique. Il reste tout simplement à obtenir l'aval de la Securities and Exchange Commission (SEC - Commission des valeurs mobilières des États-Unis). Le marché pourrait être conclu « d'ici quelques semaines », selon M. Thain, après que la SEC aura fini de recueillir des commentaires du public sur la transaction le 2 février prochain.

La question de l'extension des heures d'ouverture du parquet de la Bourse de New York, qui sont de 9h30 à 16 h actuellement, sera abordée « quelque part au cours de l'année », a dit M. Thain, sans en dire davantage.

L'Arctique, une solution de rechange aux pays du Golfe

KEVIN McELDERRY
AGENCE FRANCE-PRESSE

DAVOS, Suisse — Le continent arctique, avec ses énormes réserves naturelles, se profile comme une solution possible aux difficultés d'approvisionnement en énergie de la planète, ont estimé hier des experts au Forum de Davos.

Cependant d'importantes incertitudes persistent quant à l'impact sur l'environnement ainsi qu'au sujet des droits de propriété : huit pays réclament leur part du gâteau et beaucoup d'autres tentent d'entrer dans la course. « Cela ne remplacera jamais le Moyen-Orient » comme région alimentant le monde en pétrole, a estimé Helge Lund, PDG du groupe pétrolier norvégien Statoil,

tout en reconnaissant que l'Arctique a « le potentiel pour être un bon complément » à l'offre.

L'Arctique pourrait représenter environ un quart des ressources en gaz et en pétrole non encore découvertes, l'équivalent de 375 milliards de barils en équivalent pétrole, a-t-il ajouté. Pour les analystes, cette région est très attractive en raison de sa relative proximité de l'Europe et des États-Unis, ce qui réduit les coûts de transport et offre une bonne assurance sur la sécurité des approvisionnements par rapport au Moyen-Orient.

De plus, le réchauffement climatique provoque une fonte des glaces et permet d'ouvrir la voie au trafic maritime et l'accès aux ressources naturelles.



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Des CPG à gestion active... et anémique

Depuis le début des années 2000, s'il y a un placement qui a fait l'objet d'une vaste promotion auprès des épargnants c'est bien le CPG gestion active de la Banque Nationale et son pendant chez Desjardins, soit l'Épargne à terme gestion active. Ces placements devaient rapporter des rendements nettement supérieurs aux certificats de placement garantis traditionnels.

Malheureusement, la réalité a été bien différente.

Les CPG gestion active, comme leur nom l'indique, supposent une gestion très dynamique en fonction des fluctuations des marchés.

Dans la promotion, on parlait d'un placement offrant un « potentiel » de rendement supérieur.

On expliquait que la répartition des actifs est constamment réévaluée pour assurer un meilleur contrôle du risque, améliorer le rendement et profiter des occasions du marché.

Chose certaine, cette approche active... a peu activé le portefeuille des épargnants. Les produits ont rapporté jusqu'à présent un rendement nettement inférieur aux attentes, voire, dans bien des cas, moins que les traditionnels CPG.

On comprend dès lors pourquoi les épargnants sont très déçus du rendement offert par ces produits vedettes du REER. Des exemples. En décembre 2000,

les épargnants pouvaient investir sans problème dans un certificat de placement garanti de cinq ans qui leur rapportait 4,60 % de rendement annuel composé.

Les clients de la Banque Nationale qui ont choisi d'investir plutôt dans le CPG gestion active de cinq ans émis le 15 dé-

Quel pourcentage de notre portefeuille devrait-on investir dans les fonds de couverture? Les experts recommandent entre 10 et 20 %. Si vous n'avez pas suivi ce conseil au cours des cinq dernières années, grand bien vous fasse, vous n'avez rien manqué!

cembre 2000 ont encaissé un rendement de 4,63 %.

Regardons maintenant du côté de Desjardins. Les clients qui ont investi en avril 2000 dans l'achat du CPG de cinq ans de Desjardins, communément appelé Épargne à terme, obtenaient un rendement annuel composé de 5,35 %.

Ceux qui ont préféré investir dans l'Épargne à terme gestion active de Desjardins émis en avril 2000 se sont retrouvés avec un placement nettement moins élevé, soit un peu moins de 4,0 % depuis avril 2000.

De décembre 2000 à décembre 2004, la Banque Nationale a effectué 21 émissions de CPG gestion active d'un terme de 5 ou 5 ans et demi. Le rendement an-

nuel composé de ces émissions a varié jusqu'à présent de 1,21 % à 4,63 %. Pour les cinq émissions lancées en 2005, la situation ne s'améliore pas, le rendement annuel variant de 0 % à 1,37 %.

Chez Desjardins, il y a eu 45 émissions d'Épargne gestion active. Combien a rapporté le po-

pulaire placement ? Pour les émissions de 2001 à 2003, on parle d'un rendement annuel composé moyen variant de 4,0 % à 4,5 %.

En ce qui concerne les émissions de 2004, le rendement moyen joue dans la fourchette de 4,5 % à 4,9 %.

Les émissions effectuées en 2005 devraient s'enligner vers un rendement de 4,0 %.

Les dirigeants des institutions financières peuvent toujours dire que ces placements rapportent quand même un peu plus que les traditionnels certificats de placement garantis de cinq ans.

Ils ont raison, mais ce n'est pas ce genre de rendement faiblard qu'on a présenté comme

potentiel de gain aux épargnants.

Moi-même, je suis tombé dans le panneau. Je croyais que les CPG Gestion active avaient de grandes chances de rapporter des rendements relativement élevés.

Et pour démontrer que le CPG Gestion active de la Banque Nationale était un placement hors de l'ordinaire, je mentionnais que les gestionnaires dudit placement avaient réussi à rapporter en date du 31 décembre 2000 un rendement annualisé de 30,1 % sur 1 an, de 20,5 % sur 2 ans, de 18,4 % sur 3 ans et de 16,6 % sur 4 ans.

Sur quoi reposait la « recette miraculeuse » ? Ce CPG était en fait un clone du Programme Multi-Stratégies (un hedge fund) que la Banque Nationale avait initialement créé pour rentabiliser son avoir propre. Depuis 2001, le programme est offert non seulement aux petits épargnants sous la forme de CPG gestion active mais également à des clients institutionnels, comme des caisses de retraite. L'actif sous gestion de ce programme atteint aujourd'hui 1,7 milliard US.

Alors, comment expliquer la contre-performance depuis 2001 du Programme Multi-Stratégies, lequel avait été si performant jusqu'au 31 décembre 2000 ?

Les deux responsables du programme, Denis Parisien et André Bélanger, admettent que la perfor-

mance affichée depuis 2001 est modeste. Mais pour leur défense, ils disent que leur performance se compare très avantageusement à celle obtenue par l'ensemble de fonds de couverture (hedge funds).

En passant, l'actif sous gestion dans les hedge funds dépasse actuellement le cap des 1000 milliards US à travers le monde.

Selon MM. Parisien et Bélanger, bien des facteurs ont mis des bâtons dans les roues des fonds de couverture depuis 2001 : les années de marché baissier (2000 à 2002), la piètre performance de la Bourse américaine, l'importante chute de la volatilité des divers marchés boursiers et obligataires, la baisse du dollar américain, etc.

Les deux gestionnaires tiennent toutefois à souligner que leur Programme Multi-Stratégies a réussi le tour de force de ne jamais présenter une année de rendement négatif.

Cela est attribuable à leur approche défensive.

Quel pourcentage de notre portefeuille devrait-on investir dans les fonds de couverture ? Les experts recommandent entre 10 et 20 %.

Si vous n'avez pas suivi ce conseil au cours des cinq dernières années, grand bien vous fasse, vous n'avez rien manqué !

Les deux experts de la Banque Nationale croient que les fonds de couverture devraient connaître une période plus faste au cours des prochaines années.



PHOTO STEPHEN J. CARRERA, ARCHIVES REUTERS ©

Conrad Black cherchait à rendre responsables les membres du comité de vérification de Hollinger International d'une partie des 425 millions US qu'il aurait dérobés à la compagnie, selon Hollinger.

Une juge déboute Conrad Black

BLOOMBERG

Une juge américaine a rejeté une poursuite intentée par Conrad Black qui cherchait à rendre responsables les membres du comité de vérification de Hollinger International d'une partie des 425 millions US qu'il aurait dérobés à la compagnie, selon Hollinger.

En janvier 2004, Hollinger International a poursuivi M. Black, ancien président et chef de la direction de la société, pour recouvrer plus de 425 millions US que lui-même et ses associés, soutient-elle, ont volés en se payant des commissions excessives et cachées.

M. Black a contre-attaqué avec une poursuite en avril 2004 et il soutenait alors que s'il était trouvé responsable, les membres du comité de vérification devraient payer une partie des dommages intérêts.

Jeudi, la juge Blanche Manning a écrit dans son jugement que la loi de l'Illinois ne permet pas à M. Black de tenir conjointement responsables l'ancien gouverneur de l'Illinois James Thompson et d'autres membres du comité de vérification des abus dont il est accusé.

« Les défenseurs de M. Black ne peuvent pas réclamer une contribution des membres du comité de vérification en se fondant sur ces prétentions », a

écrit la juge dans un jugement paru hier sur le site Web du tribunal.

Alex Bourelly, avocat de M. Black, a indiqué que l'équipe de la défense n'avait pas encore décidé si elle allait en appeler de la décision.

« Le jugement est ce qu'il est, et nous irons de l'avant », s'est contenté de dire M. Bourelly, un avocat du cabinet Baker Botts, à Washington.

Pour sa part, Gordon Nash, avocat des membres du comité de vérification, a bien accueilli le jugement.

« Comme la mise en accusation de M. Black et d'autres le démontre clairement, les membres du comité de vérification ont été les victimes d'une fraude », soutient M. Nash. Marie-Josée Kravis et Richard Burt sont les autres membres du comité de vérification nommés dans la poursuite de M. Black.

Cette décision constitue une autre défaite pour M. Black, 61 ans, qui fait aussi face à des accusations criminelles en rapport avec son rôle au sein de Hollinger International.

En décembre dernier, le Département américain de la Justice a accusé M. Black d'avoir dirigé des manoeuvres frauduleuses pour dépouiller la compagnie et les procureurs américains cherchent à recouvrer 92 millions US de M. Black.

PAS DE CHANCE À PRENDRE AVEC LA MALRETRAITE.

FONDS R À REVENU DE DIVIDENDES

Rendement au 31 décembre 2005

	1 an	3 ans	5 ans	10 ans	MORNINGSTAR
RENDEMENT DU FONDS	14,67 %	16,51 %	13,33 %	12,36 %	★★★★

Morningstar® Paltrak

- Fonds présentant un rapport risque-rendement des plus compétitifs dans sa catégorie.
- Distribution mensuelle fixe des revenus.

Pour des conseils : 1 866 252-REER ou www.malretraite.ca



INDUSTRIELLE ALLIANCE
GESTION DE FONDS INC.

Commandité en partie par l'Industrielle Alliance

REER



BLC
SERVICES FINANCIERS

UNE FILIALE DE LA BANQUE LAURENTIENNE

Les cotes Morningstar reflètent le rendement au 31 décembre 2005 et sont l'objet de modifications mensuelles. © Morningstar Research Inc. Tous droits réservés. Pour obtenir plus de renseignements sur le système de cotes Morningstar, ou cote Étoile, veuillez consulter le site www.morningstar.ca. Veuillez lire le prospectus simplifié avant d'investir, lequel contient des renseignements importants. Vous pouvez vous procurer le prospectus simplifié en communiquant avec un représentant de BLC Services Financiers (« BLCFSF ») dans les succursales de la Banque Laurentienne du Canada (« Banque Laurentienne ») ou en composant le 1 866 252-REER. BLCFSF est une personne morale distincte de la Banque Laurentienne et de Industrielle Alliance, Gestion de fonds inc. Un placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions de vente et de maintien, des frais de gestion et d'autres frais. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis. La valeur des fonds fluctue souvent, et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les investisseurs pourraient réaliser un profit ou subir une perte. Les taux de rendement indiqués représentent le taux de rendement total composé annuel historique; ils comprennent les fluctuations de la valeur des parts et supposent le réinvestissement de tous les dividendes et les distributions. Les rendements et les données ne tiennent pas compte des commissions d'achat et de rachat, des frais de placement ni des frais optionnels ou de l'impôt sur le revenu payables par un porteur, qui auraient pour effet de réduire le rendement.

LA PRESSE AFFAIRES

Ménage à quatre dans l'acier

La propriété de Dofasco remise en jeu

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Une partie d'échecs sans précédent dans la sidérurgie mondiale se joue. Le récent numéro un, Mittal Steel, voit encore plus gros en offrant l'équivalent de 26 milliards CAN pour acquérir l'un de ses principaux concurrents : l'européenne Arcelor.

Si elle réussit, cette nouvelle méga-transaction de Mittal en quelques années la propulserait à 10 % de la production mondiale d'acier, trois fois plus que son plus proche concurrent, la Japonaise Nippon Steel.

Mais pendant que cette offre de Mittal fouettait les titres sidérurgiques sur toutes les Bourses, au Canada, elle a remis en jeu la propriété de l'aciérie vedette Dofasco.

Et au moment où ses actionnaires et dirigeants s'apprentent à encaisser très gros d'une récente surenchère d'offres d'achat remportée par... Arcelor ! L'aciérie européenne s'appête à payer 5,5 milliards pour Dofasco ou 71 \$ par action. Or, si l'offre de Mittal aboutit, Arcelor serait vite dépouillée de sa nouvelle filiale canadienne. C'est que Mittal a déjà convenu de revendre Dofasco à l'Allemande ThyssenKrupp, la même entreprise qui avait défié l'offre ini-

tiale d'Arcelor pour l'aciérie canadienne, gonflant le prix d'achat de Dofasco d'environ 1,2 milliard pour Arcelor, jusqu'au désistement de ThyssenKrupp, lundi dernier. Elle obtiendra néanmoins 215 millions en frais de rupture de la part de Dofasco.

L'aciérie allemande avait pourtant convenu d'une offre « amicale » avec Dofasco, incluant des projets d'affaires qui, entre autres, semblaient favoriser sa filiale Minière Québec Cartier, sur la côte nord québécoise.

Or, il appert maintenant que ThyssenKrupp préparait déjà une solution de rechange pour déjouer son rival et voisin européen : une participation secondaire à l'offre de Mittal pour Arcelor, en convenant du rachat subséquent de Dofasco.

Qui plus est, selon les chiffres annoncés hier, ThyssenKrupp se retrouverait à payer un peu moins pour Dofasco que ce que débourse-rait bientôt Arcelor.

L'entente annoncée avec Mittal prévoit la revente de Dofasco à ThyssenKrupp pour l'équivalent de 68 \$ l'action ou 5,26 milliards en tout. Ça serait environ 275 millions de moins que ce qu'Arcelor paiera bientôt.

Soit dit en passant, Dofasco et Arcelor ont indiqué hier que leur transaction suivait son cours en dépit de l'offre de Mittal pour Arcelor.



PHOTO JORGE UZON, AFP ©

Pendant que l'offre de Mittal fouettait les titres sidérurgiques sur toutes les Bourses, au Canada, elle a remis en jeu la propriété de l'aciérie-vedette Dofasco.

Cette confirmation visait à rassurer les actionnaires de Dofasco. Mais elle n'a pas dissipé l'incertitude envers son avenir à moyen terme.

Au mieux, la place de Dofasco au premier plan de l'offre d'achat de Mittal pour Arcelor a renforcé son statut déjà très enviable dans la sidérurgie nord-américaine.

« Si elle obtient Dofasco en fin de compte, ThyssenKrupp améliorerait beaucoup sa position parmi les meilleurs fournisseurs d'acier, sans chercher pour autant à être parmi les plus gros », a résumé un analys-

te de l'acier chez la firme allemande SEB AG, à l'agence financière Bloomberg. Les actions de ThyssenKrupp ont d'ailleurs gagné 8 % hier à la Bourse de Francfort.

Pourtant, de sa base industrielle à Hamilton, en Ontario, Dofasco ne figure qu'au 57^e rang mondial des producteurs d'acier, avec une capacité de 4,4 millions de tonnes par an. Elle se spécialise dans les aciers spéciaux pour l'industrie, dont l'automobile.

Mais la qualité de l'exploitation de Dofasco en a fait l'une des aciéries

les plus rentables sur le continent. Elle affiche un bénéfice courant de 240 millions pour un chiffre d'affaires de 4,3 milliards, selon les résultats de ses quatre derniers trimestres, au 30 septembre 2004.

Une part de ces résultats enviables provient de la Minière Québec Cartier (QCM), dont les activités d'extraction de minerai de fer sur la Côte-Nord profitent de la vigueur du marché des matières premières.

QCM emploie 1700 personnes, soit un peu plus de 10 % de l'effectif total de Dofasco.

Pour sa part, le géant Mittal Steel est déjà très présent dans la sidérurgie québécoise, même s'il n'entend pas conserver Dofasco et sa filiale QCM après une mainmise sur Arcelor. La filiale canadienne de Mittal a pignon sur rue à Contrecoeur, avec les installations de l'ancienne société d'État Sidbec-Dosco. Cette situation découle de l'intégration en décembre 2004 de la firme Ispat International, qui avait acheté Sidbec du gouvernement québécois il y a plusieurs années.

Aussi, Mittal Canada est en voie d'acquérir au Québec deux filiales industrielles de l'aciérie ontarienne Stelco, qui émerge d'une longue restructuration d'insolvabilité. Il s'agit de Norambar, un fabricant de barres d'acier à Contrecoeur, et de Stelfil, un producteur de fils d'acier à Lachine.

S&P place les aciéries sous surveillance négative

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS – L'agence de notation Standard and Poor's a placé sous surveillance négative hier les notes du numéro un mondial de l'acier Mittal Steel, du numéro deux Arce-

lor et du numéro 10 ThyssenKrupp, après le lancement par Mittal Steel d'une OPA sur Arcelor.

SP envisage d'abaisser la note à long terme « BBB+ » de Mittal Steel, et la note à court terme « A-2 » d'Arcelor.

L'agence envisage également d'abaisser les notes à long terme « BBB » et à court terme « A-3 » de ThyssenKrupp, Mittal ayant annoncé qu'il revendrait le cas échéant le canadien Dofasco, qu'Arcelor s'appête à racheter, à l'allemand ThyssenKrupp en cas de succès de son offre.

L'agence de notation financière Fitch a également indiqué hier qu'elle envisageait d'abaisser les notes de Mittal Steel et de ThyssenKrupp.

« Un groupe composé de Mittal et Arcelor présenterait un meilleur profil de risque par rapport à chaque groupe pris séparément, en raison d'une plus grande taille, d'une couverture géographique vraiment globale et complémentaire », selon Standard and Poor's.

« Ensemble, les deux groupes réaliseraient un chiffre d'affaires annuel proforma de 69 milliards US et un excédent brut d'exploitation de 12,6 milliards », ajoute l'agence.

La transaction telle qu'elle est présentée n'entraînerait pas de détérioration majeure

du profil de risque financier de Mittal, note S&P.

« Mais la mise sous surveillance des notes reflète nos craintes que Mittal puisse avoir à relever ou à changer les termes de son offre, et s'endette ainsi davantage », poursuit-elle.

La note de Mittal pourrait être abaissée d'un ou deux crans, en fonction de la somme que Mittal aurait à déboursier pour Arcelor.

S&P relève également que Mittal a connu une croissance très rapide, et doit déjà faire face à un important travail d'intégration, avec de nombreuses acquisitions récentes, en Ukraine et aux États-Unis notamment.

La note à long terme « BBB » d'Arcelor pourrait être abaissée si Mittal Steel devait payer un prix significativement plus élevé. Mais l'agence envisage de la confirmer si l'ensemble du groupe formé avec Mittal Steel était noté « BBB », et même de relever cette note à « BBB+ » si la transaction se faisait sous la forme proposée et que les notes de Mittal étaient confirmées.

Salon du BATEAU Reportage publicitaire

LE SALON DU BATEAU NOUS FAIT VIVRE « LA MAGIE DE L'EAU »

Fatigués de la grisaille de l'hiver? Alors, pourquoi ne pas vous rendre au Salon du Bateau qui se tient présentement à la Place Bonaventure et ce, jusqu'au lundi, 30 janvier. Un antidote efficace pour ceux qui se sentent quelque peu déprimés à cette période-ci de l'année!



De gauche à droite: Walter Timmerman, Directeur marketing, Yves Paquette, Directeur AMQ, Jacques Tessier, Président de l'AMQ, Cécile Monette, Vice-présidente Publidar, André d'Argensio, Président Publidar et Norman Payeur, Directeur Marketing.

Sous le thème « La Magie de l'eau », vous y découvrirez pourquoi les amoureux du nautisme se font de plus en plus nombreux depuis quelques années. En effet, on note une croissance marquée de gens qui s'adonnent aux activités nautiques et de façon encore plus tangible, au cours de la dernière année, avec une augmentation de l'ordre d'environ 10%. Pour ceux qui lorgnent du côté des embarcations permettant de pratiquer le ski nautique ou ceux qui préfèrent une activité moins exubérante, telle la pêche, ou encore, les amateurs de pontons, bref, quelle que soit la forme d'activités nautiques qui vous attirent, vous serez servis à souhaits en visitant Le Salon du Bateau puisqu'on y retrouve plus de 400 embarcations en tout genre!

C'est comme un bain de fraîcheur! Tous ces bateaux amarrés au même quai d'embarquement se faisant tous plus invitants les uns que les autres. On ne peut résister à l'envie d'y monter et de ce fait, on se laisse facilement envahir par cette « Magie de l'eau » qui nous propulse déjà dans la belle saison.

Cette édition 2006 vous propose donc beaucoup de nouveautés, de modèles complètement redessinés, une panoplie d'accessoires, sans oublier des conférenciers fort intéressants.

Un rendez-vous à ne pas manquer!

Du 26 au 30 Janvier 2006
Place Bonaventure



HEC MONTRÉAL

Donnez de l'élan à votre carrière

18 certificats

- Administration
- Analyse des processus organisationnels
- Commerce de détail et distribution
- Commerce électronique
- Commerce international
- Gestion comptable des organisations
- Comptabilité professionnelle
- Création d'entreprise
- Gestion de projets
- Gestion d'entreprise
- Gestion des opérations et de la production
- Gestion des ressources humaines
- Gestion du marketing
- Gestion financière
- Leadership organisationnel
- Planification financière personnelle
- Supervision
- NOUVEAU** Systèmes d'information et analyse d'affaires

4 campus: Montréal, Laval, Longueuil et Lanaudière

L'offre de cours varie d'un campus à l'autre.

www.hec.ca/programmes/certificats

Admission – dates limites

- Trimestre d'été : 15 février
- Trimestre d'automne : 15 mai
- Trimestre d'hiver : 15 octobre

Les grandes entrevues *La Presse Affaires* Alan G. Lafley, PDG de Procter & Gamble/Gillette

UN HOMME DE MARQUE



EMMANUELLE GARNAUD
COLLABORATION SPÉCIALE

« Vous savez que mon nom vient de Lafleur ? Mes ancêtres sont des Lafleur du Québec, immigrés au Vermont dans les années 1850. Et si vous regardez des photos des gens de ma famille, vous verrez que plusieurs ont un air de ressemblance avec Guy Lafleur ! »

Tout le sens du contact d'Alan G. Lafley tient dans cette petite phrase, glissée à la fin d'une entrevue faite entre deux réunions éclair : l'homme dirige un empire de la taille d'un pays, son agenda est rempli plus de trois mois à l'avance, mais lorsqu'il s'adresse à vous, il s'est renseigné à votre sujet et sur la partie du monde où vous vivez.

Sa feuille de route impressionne également : diplômé d'Harvard, entré au marketing de Procter & Gamble en 1977, ce pur produit de l'école « proctérienne » y a fait toute sa carrière.

De ses nombreux coups d'éclat, on retiendra surtout sa performance en matière de ventes et de lancement de marques. En Chine, de 1995 à 1998, il a fait passer le chiffre d'affaires de 110 millions à 1 milliard de dollars US.

En Amérique du Nord, il a battu tous les records de ventes après sa nomination en 1999 à la présidence de la division Beauté ; on lui doit aussi le Tide liquide et la marque de shampoing Physique, un des succès des dernières années.

Depuis sa nomination comme président et chef de la direction en 2000 Procter & Gamble, un géant mondial des produits personnels et de beauté, des produits sanitaires et de l'alimentation, il n'a cessé de stimuler la croissance du groupe, même dans les marchés les plus saturés. Son dernier fait d'armes, le rachat de Gillette, confirme le caractère visionnaire qu'on lui prête depuis longtemps. C'est que A.G. Lafley a dans le monde des affaires autant le sens du jeu que la « comète blonde » sur ses patins.

Q Quel a été votre plus gros défi depuis que vous êtes chez P&G ?

R C'est lors de ma nomination à la tête de l'entreprise en 2000. Le groupe n'allait pas bien, il fallait renouer avec la croissance et avec les profits. Ce fut probablement mon plus gros « challenge ».

Q Et actuellement ?

R Bien sûr, la fusion avec Gillette demeure le grand enjeu. Mon but est de faire croître ces deux entités ensemble plus rapidement qu'elles ne l'auraient fait séparément. Et il est crucial de rassembler tous les employés au-

Quant aux décisions, la meilleure façon de les prendre est encore de s'isoler. Je vais courir ou nager, et je réfléchis.

tour d'un but commun.

Q Quels ont été les tournants de votre carrière ?

R J'en distingue trois. En premier lieu, mes cinq ans en Asie. J'ai appris énormément parce qu'au-delà du choc culturel, la période était très difficile : une récession économique majeure au Japon, le tremblement de terre de Kobe qui a détruit nos usines, le démarrage des activités en Chine. Ce sont des marchés importants et l'expérience a été décisive pour moi. Après, je dirais que c'est la direction de la division Beauté en 1999 et enfin, ma nomination comme CEO (président et chef de la direction) en 2000.

Q Pensiez-vous arriver au poste où vous êtes actuellement ?

R Non, pas du tout. Lorsque j'étais étudiant en histoire, en Virginie, je voulais devenir professeur. Je suis parti au Vietnam



Alan G. Lafley dirige un empire de la taille d'un pays, son agenda est rempli plus de trois mois à l'avance, mais lorsqu'il s'adresse à vous, il s'est renseigné à votre sujet et sur la partie du monde où vous vivez.

PHOTO DANIEL ACKER, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS ©



Tide fait partie des nombreuses marques mondiales qui ont contribué à l'expansion de la multinationale.

PHOTO DANIEL ACKER, ARCHIVES BLOOMBERG NEWS ©

dans la US Navy pendant cinq ans. À mon retour, j'ai fait mon MBA à Harvard. Mais même après, je ne pensais pas diriger une boîte comme P&G : j'étais marié et ma seule préoccupation était de faire rentrer un chèque de paye !

Q Quelles sont les qualités indispensables à votre poste ?

R La plus évidente, c'est le leadership. La deuxième qualité tient au fait que nous sommes dans une industrie du savoir, nous sommes des *knowledge workers*. Il faut donc savoir gérer les gens et les diriger. Il faut établir une connexion avec tous les employés.

Je connais personnellement quelques milliers d'employés de P&G mais pour autant, il y en a plusieurs milliers d'autres que je dois toucher sans les connaître, chaque fois que je m'adresse à eux. Il faut que je sache aider chacun à se réaliser, à atteindre ses objectifs personnels. Je ne tiens jamais rien pour acquis avec mes collaborateurs : ce sont tous des individus avec des rêves, des ambitions, des aspirations distinctes. Il faut savoir prendre les gens un par un, pas comme une masse.

La dernière qualité relève de l'intégrité personnelle. Spécialement dans les dernières années, pour que les gens aient confiance et vous suivent, vous devez avoir des valeurs claires et fortes.

Q Quels traits de votre personnalité avez-vous appris à contrôler ?

R Je n'ai jamais été ma force. Aujourd'hui encore, je suis certain que mes proches collaborateurs ne me trouvent pas exemplaire sur ce point, mais je me suis vraiment amélioré !

J'ai aussi appris à être calme et tranquille sous la pression. Je passe ma vie à gérer des crises : un tsunami, un tremblement de terre, ou simplement la concurrence, qui est très vive. Il y a toujours une crise en préparation, j'ignore laquelle mais je dois les appréhender avec calme et confiance.

Q Avez-vous des mentors ? À quoi vous référez-vous dans vos prises de décision ?

R C'est une question intéressante car quand on entre dans une entreprise et tout au long du parcours, on a des personnes de référence. Mais plus vous montez, plus vous êtes seul. Avec ce poste, j'ai toujours la solitude absolue car il est toujours difficile de connaître les intentions réelles de mes interlocuteurs ; or tout être humain a « son propre agenda ».

Cela dit, j'ai des amis de toujours, des maîtres dans leur domaine à qui je me réfère régulièrement. J'échange beaucoup avec mon père de 83 ans, qui a passé plus de 20 ans de sa vie professionnelle chez General Electric : une industrie différente, mais avec le même type de responsabilités. Quant aux décisions, la meilleure façon de les prendre est encore de s'isoler. Je vais courir ou nager, et je réfléchis.

Q Que préférez-vous dans votre métier ?

R J'aime principalement deux aspects : la stratégie internationale de l'entreprise et préparer le leadership de demain de P&G, la relève et la succession. Ça me passionne. J'aime l'innovation, la création de nouvelles marques, de nouveaux produits. J'adore la partie opérationnelle et concrète de notre industrie.

Q Et que détestez-vous ?

R Je n'aime pas particulièrement l'administration. Et je déteste les réunions trop longues : en général, j'ai des réunions de 15 à 30 minutes. Une heure, c'est déjà énorme. Je déteste perdre trop de temps.

Et puis, la partie représentation ne m'enthousiasme pas : les réceptions, aller aux sommets économiques, ou à certaines manifestations importantes... Ces cérémonies sont parfois intéressantes mais souvent, je les trouve ennuyeuses. Mais cela fait partie du boulot.

Q Comment voyez-vous l'avenir de votre industrie ?

R Objectivement, il m'apparaît assez dégagé et encourageant. Nous produisons des biens courants pour les consommateurs et le nombre de consommateurs ne cesse de s'accroître. Le développement mondial est en marche, le marché chinois en pleine expansion : en somme, nous pouvons compter sur la croissance.

Par ailleurs, P&G est très bien équipée en matière de créations de marques, et c'est un atout que nous comptons exploiter pleinement. Je suis de toute façon un optimiste !

LE GÉANT P&G

Pour Procter & Gamble, l'année 2005 fut celle de la fusion avec Gillette, son ex-concurrent. Ce rachat, abondamment commenté dans les médias, place le groupe dans une position de force inégalée : même le titan Wal-Mart perd un peu de son pouvoir de négociation face à de tels fournisseurs. Par ailleurs, la compétence de Gillette dans l'univers masculin alliée à l'expertise de P&G sur les marques destinées aux femmes a fait dire à de nombreux observateurs que cette union était le mariage du siècle...

Quelques chiffres
(Estimations proforma des résultats financiers combinés de P&G et Gillette)

- > Nombre d'employés : 140 000
- > Revenus : 67,9 milliards US
- > Bénéfices nets : 9 milliards US

Quelques marques

- > Always, Tampax, Cover Girl, Pantene, Olay, Crest, Hugo Boss, Head & Shoulders, Gillette, Old Spice, Herbal Essences, Ivory, Noxzema, Zest, Olay, Oral-B, Vicks, Pampers, Downy, Tide, M. Net, Bounty, Pringles, Folgers (café), Iams (nourriture pour animaux), Duracell
- > Nombre de marques mondiales : environ 300
- > Nombre de marques dont les ventes dépassent le milliard de dollars US : 22

SA DEVISE

« J'en ai plusieurs. Globalement, ce sont des phrases que mes parents me répétaient à mes soeurs et moi. Et que je répète aujourd'hui à mes enfants. Ma préférée ? « Vous pouvez devenir ce que vous voulez. » Il faut croire en ses rêves et se donner les moyens de les atteindre. »

Dernier livre lu
« Pendant les Fêtes, j'en ai lu trois : j'ai relu *Blink (Intuition, en français)* de Malcolm Gladwell ; j'ai fini *The World is flat* de Friedman, et j'ai lu *1776*, un livre historique de David McCullough sur les débuts de la révolution américaine. J'aime aussi beaucoup le cinéma : j'ai vu *Mémoires d'une geisha* et *King Kong*. »

Pour se ressourcer
« Je fais du sport tous les jours, c'est crucial pour moi. Pendant les vacances, des promenades, du kayak. Ma femme aime beaucoup les arts et la musique, je l'accompagne. Ma vie c'est P&G, ma famille et ma communauté. J'essaie d'avoir du temps pour toutes ces sphères. Pour me reposer, une chose est sûre : je ne prends jamais l'avion ! Je voyage déjà 60 % de mon temps. »

Q Et votre avenir personnel ?

R J'ai 59 ans, je devrais sans doute commencer à penser à la retraite ? Officiellement, elle est fixée à 65 ans. Mes prédécesseurs se sont généralement retirés vers 62, 63 ans mais je vais voir, j'ai encore énormément de fun à faire ce que je fais !

LA PRESSE AFFAIRES

Le groupe européen Bertelsmann prépare une inscription en Bourse

PRESSE CANADIENNE

Le plus important groupe européen du secteur des médias, Bertelsmann, pourrait faire l'objet d'une inscription à la Bourse, conformément à la volonté exprimée par l'un de ses actionnaires, le Groupe Bruxelles Lambert, qui compte lui-même parmi ses investisseurs principaux la Corporation financière Power de Montréal.

« Nous sommes prêts pour un PAPE (premier appel public à l'épargne) », a fait savoir le chef de la direction de Bertelsmann, Gunter Thielen, par voie de communiqué. « Bertelsmann s'est fortement développé au cours des dernières années et ses profits se sont accrus considérablement. »

La famille Mohn possède une participation majoritaire dans Bertelsmann, de façon directe ou par le biais d'une fondation. Le Groupe Bruxelles Lambert (GBL), de Belgique, détient une participation de 25,1 %, acquise en 2001 en échange d'une participation de 29,9 % dans le diffuseur RTL.

GBL a fait savoir hier qu'il s'est prévalu d'une clause de la convention d'actionnaires le liant à la famille Mohn pour demander l'introduction en Bourse de Bertelsmann « si les conditions de marché sont favorables ».

Une telle inscription pourrait rapporter gros à la Financière Power, qui est de façon indirecte est un important actionnaire de Bertelsmann, avec une participation de 3 %. L'actionnaire

de contrôle de la Financière Power est la famille Desmarais, qui détient aussi Power Corporation, propriétaire de *La Presse*.

Le cours de l'action de la Financière Power a clôturé en hausse de 59 cents à la Bourse de Toronto, à 33,73 \$.

Le groupe Bertelsmann, qui a son siège social à Guetersloh, en Allemagne, est présent dans de nombreux secteurs, tels que l'édition de livres (sa filiale Random House se classe au premier rang mondial de ce secteur) et de magazines (Gruner + Jahr), la musique (BMG, qui comprend notamment la maison Sony BMG) et les services Internet. Il possède de plus une participation de contrôle dans le diffuseur luxembourgeois RTL (radio et télé), présent dans de nombreux pays européens.

Bertelsmann compte plus de 76 000 employés et ses revenus annuels atteignent les 17 milliards d'euros (24,4 milliards CAN).

Le directeur général de GBL, Thierry de Rudder, a précisé qu'un premier appel public à l'épargne a peu de chances de se produire avant l'année prochaine.

Il a de plus précisé que GBL n'a pas encore décidé s'il profitera de l'occasion pour se départir au complet de sa participation dans Bertelsmann.

Selon M. de Rudder, GBL a choisi de réclamer une inscription en Bourse pour Bertelsmann parce que le groupe qu'il dirige se sent plus à l'aise dans le secteur industriel que dans les « holdings de haute technologie ».

Le contrôle de La Baie pourrait aggraver les problèmes du détaillant

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Le projet de prise de contrôle de la Compagnie de la Baie d'Hudson (HBC) par l'homme d'affaires américain Jerry Zucker pourrait entraîner une « augmentation importante du niveau d'endettement » et aggraver les problèmes du détaillant, a indiqué hier la firme de notation de crédit Dominion Bond Rating Service.

L'agence a dit craindre que cette prise de contrôle puisse se traduire par une forte augmentation du niveau d'endettement et des coûts des services de la chaîne de grandes surfaces, ce qui retarderait du même coup la relance de ses activités de vente au détail.

« Un dollar consacré à l'intérêt ne peut servir à relancer les magasins », a affirmé John Chamberlain, analyste chez Dominion Bond Rating Service.

Le cours de l'action a gagné 1 cent à la Bourse de Toronto, hier, pour clôturer à 15,04 \$.

Jeudi, le conseil d'administration de HBC a fait savoir qu'il acceptait à l'unanimité une offre bonifiée de Maple Leaf Heritage Investments Acquisition, société de portefeuille de M. Zucker, évaluant la plus vieille des compagnies canadiennes, avec 335 ans d'histoire, à 1,5 milliard, incluant la dette.

Près de trois mois après s'être pour la première fois manifesté,

M. Zucker a fait passer son offre de 14,75 \$ par action à 15,25 \$ au comptant pour chaque action de HBC, soit 1,06 milliard en plus de la dette du détaillant.

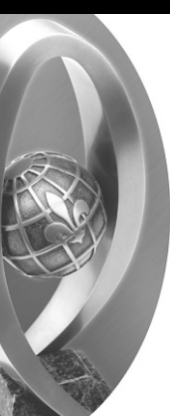
L'homme d'affaires, qui possède déjà près de 19 % des actions de la chaîne de magasins, a également offert de racheter au comptant toutes les débetures convertibles subordonnées non garanties à 7,5 % qui arrivent à échéance le 1^{er} décembre 2008. Il propose 1010 \$ pour chaque tranche de 1000 \$ de débetures, en plus des intérêts courus.

L'offre bonifiée de M. Zucker a été déposée quelques jours avant l'expiration de l'offre précédente de 14,75 \$ par action,

qui avait été qualifiée d'« inadéquate » par le conseil d'administration.

La nouvelle offre arrivera à échéance le 24 février. Elle est assortie de conditions moins restrictives que la précédente proposition, puisque M. Zucker ne réclame plus que le dépôt d'au moins 66,6 % des actions en circulation, comparativement à 90 % auparavant.

Fondée en 1670 pour le commerce de la fourrure, la Compagnie de la Baie d'Hudson compte maintenant quelque 550 magasins portant les bannières La Baie, Zellers et Déco Découverte. Elle emploie au total environ 70 000 personnes.



LES GRANDS PRIX QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ

ÉDITION
2006

APPEL PUBLIC DE CANDIDATURES

Les Grands Prix québécois de la qualité constituent la plus haute distinction remise par le premier ministre du Québec aux entreprises privées et aux organismes publics les plus performants.

Objectifs
Les Grands Prix québécois de la qualité visent à reconnaître publiquement les entreprises privées et les organismes publics qui ont réussi à appliquer les meilleures pratiques de gestion à tous les aspects de leurs activités et qui ont obtenu des résultats remarquables.

Participer aux Grands Prix québécois de la qualité, c'est offrir à votre organisation :

- un outil de diagnostic de sa compétitivité;
- un instrument de mobilisation de son personnel;
- une évaluation de sa gestion par des spécialistes qualifiés.

Les lauréats des Grands Prix reçoivent un prestigieux trophée, font l'objet d'une campagne de promotion dans les médias du Québec et peuvent s'inscrire à une mission commerciale à l'étranger, organisée par le gouvernement du Québec.

Critères d'admissibilité
Toute organisation, qu'elle soit manufacturière, de services, commerciale, publique ou privée, à but lucratif ou non, et qui a un établissement au Québec, est admissible à un des Grands Prix. La seule exigence est que les principales décisions concernant la gestion de la qualité ou l'application de la stratégie, émanant du siège social, soient prises directement par l'organisation (unité autonome de production ou de services).

Mise en candidature
Les documents de mise en candidature sont disponibles auprès du Mouvement québécois de la qualité ou du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation ainsi que dans les sites Web suivants : www.qualite.qc.ca ou www.mdee.gouv.qc.ca


Période d'inscription
Les organisations intéressées à poser leur candidature ont jusqu'au 23 mars 2006 inclusivement pour nous faire parvenir leur dossier complet. Il n'y a aucuns frais d'inscription.

Renseignements

M^{me} Catherine Bohémier
Mouvement québécois de la qualité
Téléphone : 514 874-9933, poste 228

M. Patrick Hamelin
Ministère du Développement économique,
de l'Innovation et de l'Exportation
Téléphone : 418 643-0060, poste 309


En partenariat avec :



MOUVEMENT
QUÉBÉCOIS
DE LA QUALITÉ

Développement
économique, Innovation
et Exportation

Québec



Deere fermera en Ontario

PRESSE CANADIENNE

MOLINE, Illinois — Le fabricant d'équipement agricoles, forestiers et de construction Deere & Company a annoncé que son site de production de Woodstock, en Ontario, allait être fermé cette année, entraînant la mise à pied de plus de 300 travailleurs.

La production déménagera aux usines John Deere existant à Davenport et à Dubuque, en Iowa.

L'usine de Woodstock fabrique des produits forestiers pour arbres entiers pour la division mondiale d'équipements forestiers et de

construction de Deere.

Le déménagement s'effectue dans le cadre de l'effort que déploie Deere pour augmenter le rendement de l'ensemble de ses activités.

À Woodstock, personne ne quittera l'usine avant le 30 avril. Quelque 325 employés travaillent dans cette usine. L'entreprise souhaite que certains continuent à y travailler jusqu'à sa fermeture en septembre.

La société s'attend à ce changement produise des charges avant impôts d'environ 60 millions US sur une période de 12 à 18 mois.

LA SUPERGRILLE

DU MOIS

LA PRESSE



■ Albin Michel

EN JANVIER,
cinquante gagnants mériteront le livre
DICO DES NOMS PROPRES DEVENUS NOMS COMMUNS
et un t-shirt *La Presse*.

À SURVEILLER
DIMANCHE

DE NOTRE SITE

LAPRESSEAFFAIRES.COM

La bière importée a le vent dans les voiles

MICHEL MUNGER
COLLABORATION SPÉCIALE

Se faire servir une Molson Ex au bar ou déboucher une grosse Labatt 50 *tablette* sont-ils des gestes dépassés ?

Peut-être pas, selon les statistiques des Brasseurs du Canada, mais la tendance privilégie les bières importées depuis quelques années, grugeant quelque peu les ventes des marques locales.

Ainsi, environ 5,4 millions d'hectolitres (1 hectolitre égale 100 litres) de bière domestique ont été vendus au Québec en 2004, des chiffres en stagnation depuis quelques années. Mais les bières importées ont connu une importante progression, les ventes s'élevant à près de 400 000 hectolitres en 2004.

La part de marché des marques locales a glissé de 6 points de pourcentage, passant de 99,1 % en 1995 à 93,1 % en 2004. Les importées ont progressé d'autant. Comment expliquer le phénomène ? John Sleeman, grand patron de la brasserie Sleeman, y voit une ouverture sur le monde.

« Les baby-boomers, en prenant de l'âge, ont voyagé davantage et ils ont découvert des saveurs dans plusieurs pays. Et même s'ils n'ont pas voyagé, ils veulent essayer autre chose. C'est surtout vrai au Québec. »

« Ce n'est pas seulement pour la bière, poursuit M. Sleeman. Le scotch single malt est plus apprécié que jamais. Dans le domaine des voitures, les marques domestiques ne contrôlent plus tout le marché. Les gens découvrent que de bonnes choses se font ailleurs, que ce soit des autos et des vêtements d'Italie ou des bières des autres régions du globe. »

C'est pour cela que les géants tels que Molson, Labatt et Sleeman s'adaptent. Elles offrent non seulement leurs marques domestiques mais aussi des bières importées ou brassées sous licence depuis quelques années. Les Guinness, Pilsner Urquell, Grolsch, Corona et Stella Artois se sont donc taillées une place grandissante dans les gosiers québécois.

Plus cher

Malgré la guerre des prix qui sévit, le coût des bières importées, qui dépassent 3 \$ pour un canette de 500 ml, ne fait pas peur. « Le client comprend qu'il obtient une bonne valeur, dit John Sleeman. Il faut par ailleurs faire du marketing pour établir que nos bières locales plus chères telles que celles d'Unibroue valent leurs prix même si elles viennent d'ici. »

Marieke Tremblay, porte-parole de Molson, croit que c'est surtout l'ouverture du marché des dépanneurs et épicerie qui a donné soif de découverte aux Québécois.

« Ces produits-là portaient de presque zéro avec une petite présence dans les succursales de la SAQ et ils ont connu une importante progression. »

Selon M^{me} Tremblay, le buveur de bière se comporte différemment dans un bar qu'à la maison. « Les marques importées ou celles servies dans des bouteilles claires ou en aluminium sont souvent achetées dans un bar pour l'image projetée. On adopte une marque parce qu'elle nous plaît et parce que sa promotion nous ressemble. »

Au Québec, si l'on prend le classement des 20 marques les plus vendues, nous dominons avec 10 marques. Parmi elles, 8 sont des bières domestiques.

Des bières importées ou brassées sous licence par des entreprises locales

Molson-Coors
Coors Bavaria Corona Heineken Miller
Genuine Draft Foster's Milwaukee's Best Caffrey's

Labatt
Bass Lowenbrau Stella Artois Budweiser
Carlsberg Beck's Hoegaarden Leffe
Bellevue Boddington Sol

Sleeman
Grolsch Guinness Pilsner Urquell
Kronenbourg Samuel Adams Sapporo
Newcastle Brown Ale

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

La Bourse carbure aux pétrolières



RÉJEAN BOURDEAU
FIN DE SÉANCE

Le secteur de l'énergie reprend la nouvelle année boursière là où il avait laissé en 2005.

Alors qu'il ne reste que deux séances au mois de janvier, les titres des pétrolières et des gazières ont déjà grimpé de plus de 10 % en quatre semaines !

Ce groupe, qui pèse pour 29 % du S&P/TSX, est responsable (avec les matériaux) de l'impressionnant rendement de 5 % affiché par l'indice de la Bourse de Toronto depuis le début de l'année.

Sans compter que le secteur de l'énergie a réalisé un rendement farouche de 61,3 % l'an dernier.

La société UTS Energy, qui a mené la marche en 2005 avec un gain boursier de plus de 300 %, avance déjà de 36 % depuis le 1^{er} janvier dernier.

Devant une telle performance on peut se demander s'il est encore temps d'investir dans les titres énergétiques.

Les dernières statistiques montrent une augmentation récente des stocks de brut, une progression des réserves d'essence et des produits distillés (mazout et diesel) et une hausse des coûts pour les producteurs.

Certains observateurs pensent même que les profits des compagnies ont touché leur sommet au

dernier trimestre. « S'il y a un choc le secteur va écopé parce que les investisseurs vont prendre les bons profits qu'ils ont accumulés », prévient Érik Giasson, chef des placements pour Montrusco Bolton.

À court terme, le gestionnaire espère que le nouveau patron de la Réserve fédérale n'entraînera pas l'économie américaine en récession en resserrant trop les taux directeurs.

Sur une plus longue période, ajoute-t-il, il ne faudrait pas élever des barrières tarifaires contre la Chine ou subir l'impact dévastateur d'une pandémie de grippe aviaire.

Cela dit, Érik Giasson souligne que le secteur de l'énergie s'appuie toutefois sur de solides assises pour les années à venir.

« Avec le développement de la Chine, de l'Inde, de la Russie, de l'Amérique latine et de l'Europe de l'est, nous entrons dans une période de croissance mondiale sans précédent », souligne l'analyste.

Sans oublier, signale-t-il, que l'Allemagne et le Japon, deux puissances internationales, reprennent du mieux.

« Tout ça dans un contexte où il n'y a pratiquement pas d'inflation », précise-t-il.

Dans ce contexte de croissance robuste et équilibrée, M. Giasson soutient que la demande pour l'or noir restera soutenue.

Par exemple, il a 740 automobiles par 1000 personnes aux États-Unis alors que, pour le moment, il n'y en a qu'une en Inde et trois en Chine.

« Avec la vague d'industrialisation qui déferle sur la planète la demande pour le pétrole ne va certainement pas diminuer », avance le spécialiste.

Fait intéressant pour les investisseurs, souligne-t-il, la capacité excédentaire des pays producteurs n'est pas très grande.

« Il n'y a pas beaucoup de marge de manoeuvre du côté de l'offre, constate M. Giasson. Et les nouveaux pays producteurs se trouvent dans des environnements politiques et économiques hostiles. »

En effet, ajoute-t-il, les pipelines du Nigeria sont la cible d'attaques terroristes, les sites vénézuéliens risquent d'être nationalisés par le gouvernement Chavez et la Russie n'est pas à l'abri d'autres scandales.

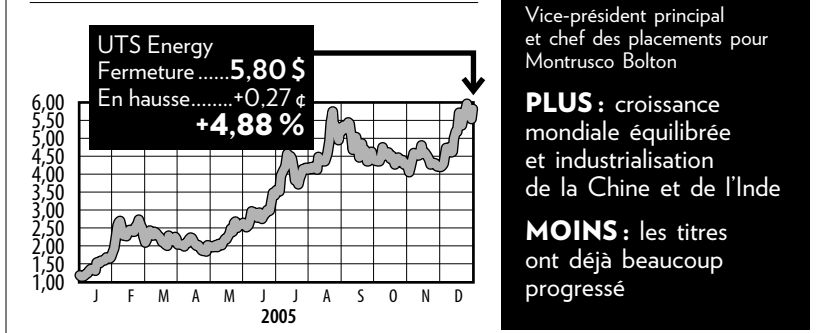
L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE EN CHIFFRES

PRODUCTION DES PRINCIPAUX PAYS DE L'OPEP

	NOVEMBRE	CAPACITÉ SOUTENABLE	CAPACITÉ EXCÉDENTAIRE VS PRODUCTION 2005
Arabie Saoudite	9,55	10,50	0,95
Iran	3,87	4,00	0,13
Koweït	2,48	2,60	0,12
Nigeria	2,47	2,56	0,09
Émirats arabes unis	2,60	2,65	0,05
Venezuela	2,14	2,20	0,06

TITRES À SURVEILLER

	2005	2006
Cours/bénéfice		
Petro-Canada (PCA)	12x	10,3x
Cours/flux monétaires		
Cdn Natural Resources (CNQ)	7x	6,4x
Real Resources (RER)	7x	5,6x
Talisman Energy (TLM)	5,5x	4,4x
UTS Energy (UTS)	—	—



ÉRIK GIASSON
Vice-président principal et chef des placements pour Montrusco Bolton

PLUS : croissance mondiale équilibrée et industrialisation de la Chine et de l'Inde

MOINS : les titres ont déjà beaucoup progressé

PHOTO IVANO DEMERS, LA PRESSE

les. D'autres événements géopolitiques, comme le bras de fer de l'Iran (4^e producteur mondial) avec la communauté internationale au sujet de son programme nucléaire, font également peser des risques sur l'offre et mettent des pressions sur les cours du brut.

« Dans ces conditions, le Canada, avec ses grandes réserves de sables bitumineux, apparaît comme une terre promise pour les producteurs et les investisseurs », affirme Érik Giasson.

Parmi ses compagnies canadiennes préférées du secteur de l'énergie on retrouve Petro-Canada, Ca-

nadian Natural Resources, Real Resources, Talisman Energy et UTS Energy.

À son avis, la nouvelle dynamique de la croissance mondiale et de la demande à venir augmentera les ratios cours/bénéfices des sociétés énergétiques dans les prochaines années.

« Il n'y a plus de raisons que ces titres cycliques s'échangent à escompte, pense-t-il. Surtout les canadiens. »

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste rejean.bourdeau@lapresse.ca

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Les 10 titres les plus consultés par les internautes hier

- 1 Tembec (TBC)
- 2 Bombardier (BBD.SV.B)
- 3 ConjuChem (CJC)
- 4 Alcan (AL)
- 5 CGI (GIB.SV.A)
- 6 Groupe Jean Coutu (PJC.SV.A)
- 7 Labopharm (DDS)
- 8 Nortel (NT)
- 9 DiagnoCure (CUR)
- 10 Petro-Canada (PCA)

Toronto bat à nouveau son record

REVUE BOURSIÈRE

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les titres de ressources naturelles ont à nouveau propulsé la Bourse de Toronto, hier. L'indice S&P/TSX en a bondi de 119,38 points à 11 856,81 dans un volume de 345,8 millions d'actions transigées.

C'est un troisième niveau record cette semaine pour l'indice principal, qui garde pour la semaine une hausse nette de 251 points.

L'affaire à suivre était le nouveau chapitre sur le métallurgiste Dofasco, de Hamilton. Le britannique Mittal offre d'acquiescer un autre européen, Arcelor, lequel visait déjà Dofasco. Or, Mittal revendrait le canadien si jamais l'OPA initiale d'Arcelor devait réussir. Résultat de ce revirement, hier, l'action Dofasco a chuté de 24 cents à 70,26 \$ dans un volume de 9,6 millions de pièces. Aux États-Unis, le département du Commerce indiquait que les ventes de maisons neuves en 2005 ont amélioré leur marque; en décembre, elles s'affichaient en avance de 2,9 % sur novembre, contrariant

le pronostic de certains analystes qui entrevoyaient plutôt un recul.

À la cote new-yorkaise, le brut de référence a grimpé de 1,50 \$ à 67,76 \$ US le baril, face aux tensions causées par la position ferme de l'Iran pour ses projets dans l'énergie nucléaire et aux violences qui persistent au Nigeria, le plus important pays exportateur de pétrole d'Afrique.

Le produit intérieur brut au dernier trimestre ne croissait que de 1,1 % en rythme annualisé, son résultat le plus faible en trois ans. Des économistes avaient anticipé une montée de 2,8 % et pourtant, d'un

autre point de vue, un PIB en petite progression arrangerait la situation au chapitre des taux d'intérêt. « Plus faible est la croissance, la probabilité grandit de voir la fin des hausses de taux » à la Réserve fédérale, conjecture David Wolf, de Merrill Lynch Canada.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 industrielles a grimpé de 97,74 points à 10 907,21 et le S&P 500 a gagné 9,89 points à 1283,72. Le NASDAQ a pris 21,23 points à 2304,23. Le dollar a fini la semaine avec un troisième gain modeste de suite, cette fois de 0,06 cent pour s'arrêter à 86,99 cents US.

LE MARCHÉ OBLIGATAIRE

CANADA	Année	Semaine	Cette dernière
	dernière	dernière	semaine
Taux d'escompte	2,75	3,50	3,75
Taux préférentiel	4,25	5,00	5,25
Fonds à un jour	2,50	3,25	3,50

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
Bons du trésor (3 mois)			2,44	3,43	3,48	
Bons du trésor (1 an)			2,52	3,64	3,67	
Obligations (3 ans)			2,88	3,80	3,85	
Obligations (5 ans)			3,55	3,92	4,03	
Obligations (10 ans)			4,19	4,02	4,15	

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
B C M Fin	5,50	24 Mars 08	103,11	3,96	-0,04	
Hydro Qué.	11,00	15 Août 20	167,35	4,59	-0,09	
Manitoba	7,75	22 Déc. 25	140,41	4,62	-0,04	
N Brunswick	5,70	2 Juin 08	103,78	3,98	-0,04	
N Brunswick	6,00	27 Déc. 17	113,95	4,47	-0,13	
Nwfindlnd	6,15	17 Avril 27	113,22	4,77	-0,08	
Nwa Scotia	6,60	1 Mars 11	122,82	3,98	-0,14	
Ontario	6,00	1 Juin 11	109,26	4,04	-0,13	
Canada	10,25	15 Mars 14	142,19	4,08	-0,17	
Canada	9,75	1 Juin 21	162,53	4,18	-0,09	
Canada	8,00	1 Juin 23	145,46	4,26	-0,09	
Canada	8,00	1 Juin 27	151,62	4,28	-0,05	
Canada	5,75	1 Juin 29	121,70	4,27	-0,04	

LES OBLIGATIONS

CORPORATIONS						
Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.	
Bk Scotia	5,65	22 Juin 13/08	109,52	4,13	-0,04	
Beil Can.	7,00	24 Sept. 27	113,32	5,90	-0,03	
Bombardier	7,35	22 Déc. 26	85,00	8,94		
Cdn Occ Pet	6,30	2 Juin 08	104,58	4,21	-0,04	
Cons Gas	6,10	19 Mai 28	111,76	5,20	-0,03	
Gdec	5,95	3 Déc. 07	103,24	4,09	-0,03	
Gtaac	6,45	3 Déc. 27	111,69	5,52	-0,03	
Investors Gr	6,65	13 Déc. 27	114,79	5,48	-0,03	
Nav Canada	6,60	1 Déc. 06	102,15	3,92	-0,01	
Nav Canada	7,40	1 Juin 27	131,59	4,97	-0,04	
Petro Petrol	6,60	11 Sept. 27	103,75	4,14	-0,03	
Petro Petrol	6,75	4 Juin 27	103,52	4,01	-0,03	
Sears Can.	6,55	5 Nov. 07	100,41	6,28	-0,02	
Thomson Cn	6,10	7 Août 07	103,04	4,00	-0,03	
Thomson Cn	6,50	9 Juin 07	103,42	4,02	-0,03	
WCoast En	5,70	16 Avril 08	103,24	4,14	-0,04	
WCoast En	6,75	15 Déc. 27	115,06	5,55	-0,03	

QUÉBEC

Bons du trésor (3 mois)	2,46	3,44	3,51
Obligations (5 ans)	3,66	4,15	4,23
Obligations (10 ans)	4,615	4,44	4,54
Obligations (30 ans)	5,26	4,80	4,88

ONTARIO

Obligations (5 ans)	3,62	4,05	4,15
Obligations (10 ans)	4,57	4,28	4,40
Obligations (30 ans)	5,178	4,65	4,75

ÉTATS-UNIS

RÉSULTATS FINANCIERS

	REVENUS (000 \$)	BÉNÉFICE NET (000 \$)	BÉN. / ACTION						
	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	Var. %	Cour.	An dem.	
ALLIANT (AIT / TSX)	31 déc. -4e trim.	534 900	509 800	5	55 200	7 500	636	0,41	0,04
Diversification, Nouveau-Brunswick	12 mois	2 096 700	2 033 400	3	199 400	130 700	53	1,46	0,91
ConjuChem (CJC / TSX)	31 oct. -12 mois	706	820	-14	(38 518)	(47 659)	—	(0,83)	(1,13)
Médical/Produits pharm., Québec									
Int'l Forest Prds (IFP.SV.A / TSX)	31 déc. -4e trim.	214 664	212 690	1	(4 860)	15 234	—	(0,10)	0,31
Papier/Prod. forest./Conten., C.-B.	12 mois	835 234	833 480	0	19 725	24 713	-20	0,41	0,51
Omnitech Cons.Grp(GCO / TSX CROIS.) 30 nov. -2e trim.	5 285	2 343	126	(200)	168	—	0,00	0,01	
Ordi./Électron./Logiciels, Québec	6 mois	10 149	3 896	160	(777)	257	—	(0,01)	0,01
Potash Corp. of Sask.(POT / TSX)	31 déc. -4e trim.	930 500	866 600	7	117 100	100 100	17	1,11	0,91
Chimie, Saskatchewan	12 mois	3 847 200	3 244 400	19	542 900	298 600	82	5,00	2,77
TransAlta (TA / TSX)	31 déc. -4e trim.	810 100	660 100	23	70 200	62 100	13	0,35	0,32
Pétrole/Énergie, Alberta	12 mois	2 838 500	2 586 200	10	198 800	170 200	17	1,01	0,88

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

LA SEMAINE EN BOURSE

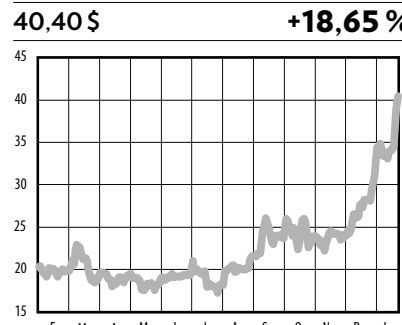
TITRES GAGNANTS

PATHEON INC. (PTI)
7,46 \$ +23,31 %



Le fabricant canadien de médicaments pour d'autres sociétés pharmaceutiques a obtenu un contrat pour fournir Merck & Co., troisième joueur aux États-Unis. La valeur du contrat n'a pas été dévoilée.

CENTERRA GOLD INC. ((CG))
40,40 \$ +18,65 %



Cette société aurifère de Toronto a découvert davantage d'or dans sa mine Kumtor, au Kazakhstan, augmentant ses réserves de 77% à 6,2 millions d'onces.

GAMMON LAKE RESOURCES INC. (GAM)
15,80 \$ +14,99 %



La compagnie de Darmouth, en Nouvelle-Écosse, a commencé cette semaine à exploiter un gisement d'or et d'argent au Chihuahua, au Mexique.

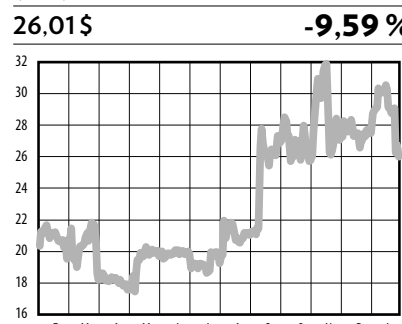
TITRES PERDANTS

COTT CORP. (BCB)
13,04 \$ -17,15 %



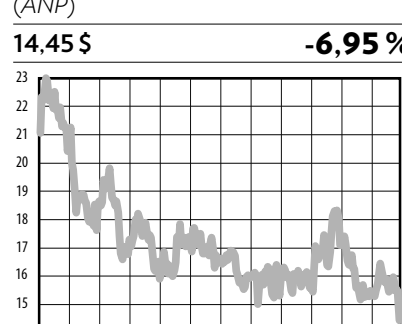
Le plus important fabricant mondial de boissons gazeuses de marques maison a annoncé que les profits de 2006 seront « substantiellement plus bas » que ceux de l'an dernier en raison de la hausse des coûts pour produire les bouteilles et les canettes.

BIOVAIL CORP. (BVF)
26,01 \$ -9,59 %



Andrew Swanson, un analyste de Citigroup, recommande maintenant de vendre l'action de cette société pharmaceutique ontarienne parce que des contestations judiciaires des fabricants de médicaments génériques menacent les droits exclusifs de Biovail sur le médicament Wellbutrin.

ANGIOTECH PHARMACEUTICALS INC. (ANP)
14,45 \$ -6,95 %



Robert Hopkins, analyste de Lehman Brothers, a revu à la baisse sa recommandation touchant le titre de cette compagnie de Vancouver parce qu'il estime que la compagnie pourrait toucher des relevances moindres après que son plus gros client, Boston Scientific Corp., eut consenti à acquiescer Guidant Corp.

LA PRESSE AFFAIRES

INVESTIR

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

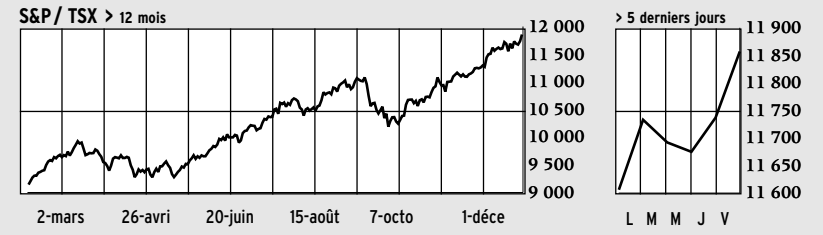
LPA 50

La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)		CHANGEMENT NET %		VAR. CETTE ANNÉE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
								HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	4,60	0,09	2,00	-1,29	2 025	7,23	3,48	
ACE Aviation (ACE.RV)	✓	37,00	-0,01	-0,03	-2,63	3 743	43,03	30,25	
▼ Addenda Capital (ADV)		29,25	-1,00	-3,31	-7,00	344	33,00	25,10	
Aeterna (AEZ)		6,93	-0,01	-0,14	17,46	320	7,64	4,85	
▲ Alcan (AL)	✓	52,90	0,82	1,58	10,76	19 611	53,55	34,86	
Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	23,62	0,12	0,51	0,94	4 850	24,23	15,91	
▲ Astral Media (ACM.NV.A)		33,15	0,35	1,07	8,19	1 825	35,09	29,38	
▼ Axcan Pharma (AXP)		21,13	-0,37	-1,72	19,92	965	24,86	13,97	
Banque de Montréal (BMO)	✓	67,61	0,19	0,28	4,02	33 840	70,24	53,05	
Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	34,88	-0,27	-0,77	2,44	822	36,06	23,42	
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	62,11	0,58	0,94	2,97	10 298	64,00	48,55	
Banque Royale du Canada (RY)	✓	89,25	0,35	0,39	-1,72	57 649	93,00	62,50	
BCE (BCE)	✓	27,40	0,01	0,04	-1,69	25 408	33,00	26,45	
▲ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	3,07	0,08	2,68	11,23	5 371	3,66	2,28	
Cambior (CBJ)		3,65	-0,02	-0,55	12,31	1 002	3,75	1,94	
Cascades (CAS)		10,15	0,09	0,90	1,00	820	13,95	7,35	
▲ CN (CNR)	✓	103,25	2,50	2,48	10,86	27 811	103,40	70,05	
▲ Cogeco (CGO.SV)	✓	25,51	0,51	2,04	6,29	420	29,85	21,01	
▼ Conjuchem (CJC)		1,25	-0,05	-3,85	14,68	59	5,15	0,51	
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓	33,73	0,59	1,78	0,99	23 773	35,50	30,26	
Domtar (DTC)	✓	6,53	0,04	0,62	-2,68	1 508	12,26	4,70	
Emergis (EME)		4,25	0,03	0,71	3,66	397	4,68	2,52	
Garda (GW)		14,63	-0,12	-0,81	-3,24	370	15,76	7,25	
▲ Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	9,07	0,16	1,80	-2,47	3 905	9,94	6,59	
▼ Groupe Canam (CAM.SV/A)		8,15	-0,09	-1,09	15,44	346	8,28	5,10	
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	76,25	-0,49	-0,64	-0,07	3 841	80,50	57,25	
Groupe TVA (TVA.NV.B)		15,99	0,01	0,06	-0,06	433	23,00	15,20	
▼ Labopharm (DDS)		9,17	-0,16	-1,72	31,56	396	9,41	2,50	
Le Groupe Jean Coutu (PJC) (PJC.SV.A)	✓	14,47	-0,04	-0,28	3,36	3 786	22,36	11,61	
Les Industries Dorel (DII.SV)	✓	30,00	0,00	0,00	8,58	987	46,79	26,51	
▲ Les Vêtements de Sports Gildan (GIL)	✓	54,65	1,53	2,88	9,30	3 277	54,84	21,83	
▲ Industrielle-Alliance (IAG)	✓	29,92	-0,09	-0,30	2,92	2 384	32,00	26,55	
Mega Bloks (MB)	✓	26,05	-0,05	-0,19	-5,68	828	28,05	17,50	
Metro (MRU.SV.A)	✓	30,10	-0,09	-0,30	-1,31	3 445	36,00	24,00	
Molson Coors (TAP.NV)	✓	72,03	0,39	0,54	-7,71	6 145	98,28	71,01	
Neurochem (NRM)	✓	16,93	0,01	0,06	2,05	633	25,50	8,50	
Nortel (NT)		3,54	0,03	0,86	-0,28	15 346	4,22	2,85	
Novelis (NVL)		22,15	-0,10	-0,45	-9,18	1 639	34,88	18,57	
▲ Petro-Canada (PCA)		53,33	1,35	2,60	14,32	27 518	53,69	31,18	
▲ Power Corp. du Canada (POW.SV)	✓	31,70	0,52	1,67	0,13	14 237	33,82	28,22	
▲ Quebecor (QBR.SV.B)	✓	28,70	0,58	2,06	11,89	1 853	33,10	24,28	
Quebecor World (IQW.SV)	✓	14,15	-0,05	-0,35	-9,99	1 853	30,20	13,55	
Reitmans (RET.NV.A)	✓	17,90	0,17	0,96	4,50	1 263	19,50	13,00	
▲ Rona (RON)	✓	20,86	0,72	3,58	-2,75	2 387	27,10	19,45	
Saputo (SAP)	✓	33,10	-0,08	-0,24	-2,62	3 466	39,75	32,74	
▲ Tembec Inc. (TBC)		1,20	0,10	9,09	-4,00	103	7,40	0,79	
Transat AT (TRZ.B)		20,00	0,08	0,40	5,65	802	28,70	15,90	
Transcontinental (TCL.SV.A)	✓	18,90	-0,03	-0,16	-0,53	1 681	28,07	18,52	
▲ Uni-Select (UNS)		29,40	0,41	1,41	-1,84	576	30,50	27,25	
Van Houtte (VH.SV)		20,75	-0,09	-0,43	-1,19	443	23,48	18,49	

▲ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M \$ Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
11 803,72	11 869,78	11 869,78	11 737,43	11 856,81	1,02%	29,24%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 761	GAINS	885	PERTES	669	INCHANGÉES	207
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	11 869,78	9 102,47	346	401			

SOUS-INDICES		FERMETURE		VARIATION		FERMETURE		VARIATION	
Services financiers	188,17	0,66	Prod. consom. discr.	104,85	1,05				
Matériaux de base	209,80	3,22	Services de télécom.	77,61	0,19				
Énergie	357,72	5,99	Prod. consom. de base	184,73	1,34				
Produits industriels	92,48	0,99	Service publics	202,36	0,04				
Tech. de l'information	27,73	0,19	Soins de santé	53,90	0,00				

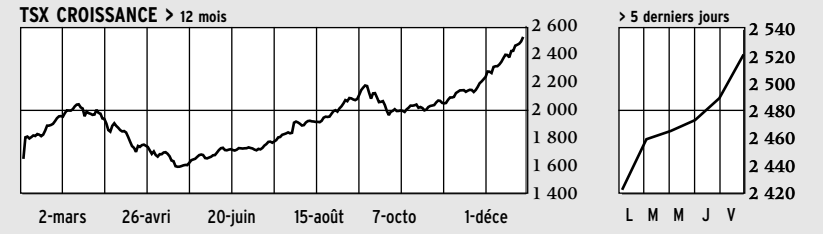
AUTRES INDICES CANADIENS							
S&P/TSX 60	667,25	7,15	1,08	S&P/TSX Moyen. Cap.	819,65	6,50	0,8
S&P/TSX Petites cap.	721,32	6,13	0,86	DJ Can. Titans (40)	1 719,58	18,92	1,1

LES 10 PLUS ACTIFS			VOLUME			CLÔT. (\$)			VAR. (\$)		
DOFASCO INC	9649188	70,26	-0,24	KINROSS GOLD CORP	4520063	12,50	0,01				
NORTEL NETWORKS	8724730	3,54	0,03	ELDORADO GOLD COR	3804959	5,56	0,08				
BEMA GOLD CORP	8457229	4,42	0,18	ENCANA CORP	3773107	54,20	0,79				
PALADIN RESOURCES	7152865	2,85	0,23	CONNACHER OIL	3740755	5,47	0,38				
RIO NARCEA GOLD M	4735839	2,40	0,07	PATHEON INC	3451698	7,46	1,34				

TITRES GAGNANTS EN %			TITRES GAGNANTS EN \$				
CIPHER PHARMACEUT	233227	3,80	24,59	MELCOR	3035	139,00	5,00
SCANDINAVIAN GOLD	130875	2,17	24,00	POTASH CORP OF SA	539598	103,12	3,90
METALLICA RESOURC	1341603	3,38	22,91	CAMECO CORP	821325	90,39	3,85
PATHEON INC	3451698	7,46	21,90	IPSCO INC	359751	106,95	3,76
PETROLIFERA	1422799	12,54	14,52	BROOKFIELD ASSET	1000	53,00	3,70

TITRES PERDANTS EN %			TITRES PERDANTS EN \$				
REKO INTER.GRP	2400	3,26	-6,86	TESCO CORP	301135	23,45	-1,05
ANGIOTECH	301132	14,45	-6,59	ANGIOTECH PHARMAC	301132	14,45	-1,02
ANATALLIA MINERALS	90000	2,81	-6,33	ADDENDA CAPITAL	21211	29,25	-1,00
HUMPTY DUMPTY SN.	21080	2,68	-5,97	ATCO LTD -CL 'H'	1100	39,17	-0,83
INTL SOVEREIGN EN	12630	4,00	-5,88	OCCULOGIX INC	40137	13,50	-0,80

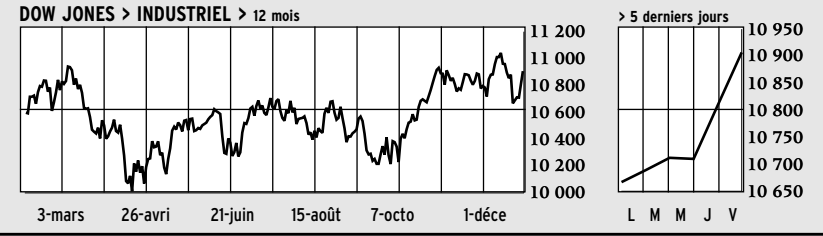
BOURSE DE CROISSANCE TSX



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
2 500,01	2 522,27	2 522,27	2 490,31	2 521,99	1,27%	39,80%

ACTIONS NÉGOCIÉES	1 377	GAINS	602	PERTES	472	INCHANGÉES	303
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 522,27	1 587,51	194	193			

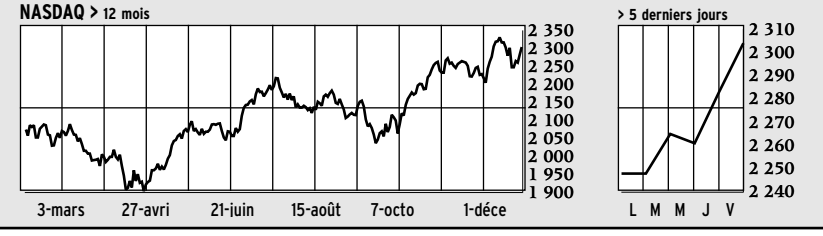
NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
10 815,32	10 932,34	10 932,34	10 804,75	10 907,21	0,90%	4,20%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 492	GAINS	2 103	PERTES	1 226	INCHANGÉES	163
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	11 047,76	10 000,46	2 624	2 856			

NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN
2 293,49	2 314,36	2 314,36	2 289,47	2 304,23	0,93%	12,56%

ACTIONS NÉGOCIÉES	3 228	GAINS	1 753	PERTES	1 237	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 332,92	1 889,83	2 374	2 468			

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET %		VAR. CETTE ANNÉE (%)	VOLUME	52 SEMAINES	VAL. BOUR. (M \$)*
Abcoust Mines Inc -CI B (ABI)	0,39	-0,01	-2,50	173 027	41,82		
Abitex Resources Inc (ABE)	0,28	-0,02	-5,09	32 380	12,00		
Aditech Inc (AVI)	0,10	0,01	11,11	73 500	25,00		
Afri-Can Marine Minerals Crp (AFA)	0,11	-0,01	-8,33	133 000	22,22		
Aldeavision Inc (ALD)	0,07	0,01	7,69	7 000	100,00		
Amadeus International Inc (AML)	0,16	-0,01	-3,03	11 000	45,46		
Andromed Inc (AD)	0,11	-0,01	-4,55	7 000	5,00		
Antoro Resources Inc (ORE)	0,06	0,01	9,09	179 100	9,09		
Appalaches Resources Inc (APP)	0,09	0,00	0,00	15 000	30,77		
Artquest Internat Alliances (AQ/SV/B)	0,02	0,01	33,33	1 000	33,33		
Azimut Exploration Inc (AZM)	1,48	-0,02	-1,33	79 450	1,37		
Bell Canada International (BI/H)	6,15	-0,05	-0,81	2 433	-0,81		
Big Red Diamond Corp (DIA)	0,15	0,00	0,00	305 000	50,00		
Bioenvelop Technologies Corp (BIE)	0,18	0,02	12,90	52 700	-10,26		
Biophage Pharma Inc (BUG)	0,13	0,01	4,17	70 000	31,58		
Biosyntech Inc (BSY)	0,52						

STOCKS

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

Table with 4 columns: Société, Volume, Ch. 52 sem, Div. (100) Ferm. Net Haut Bas

LA PRESSE AFFAIRES

La contrefaçon, un marché de 23 milliards par année à New York seulement

BLOOMBERG

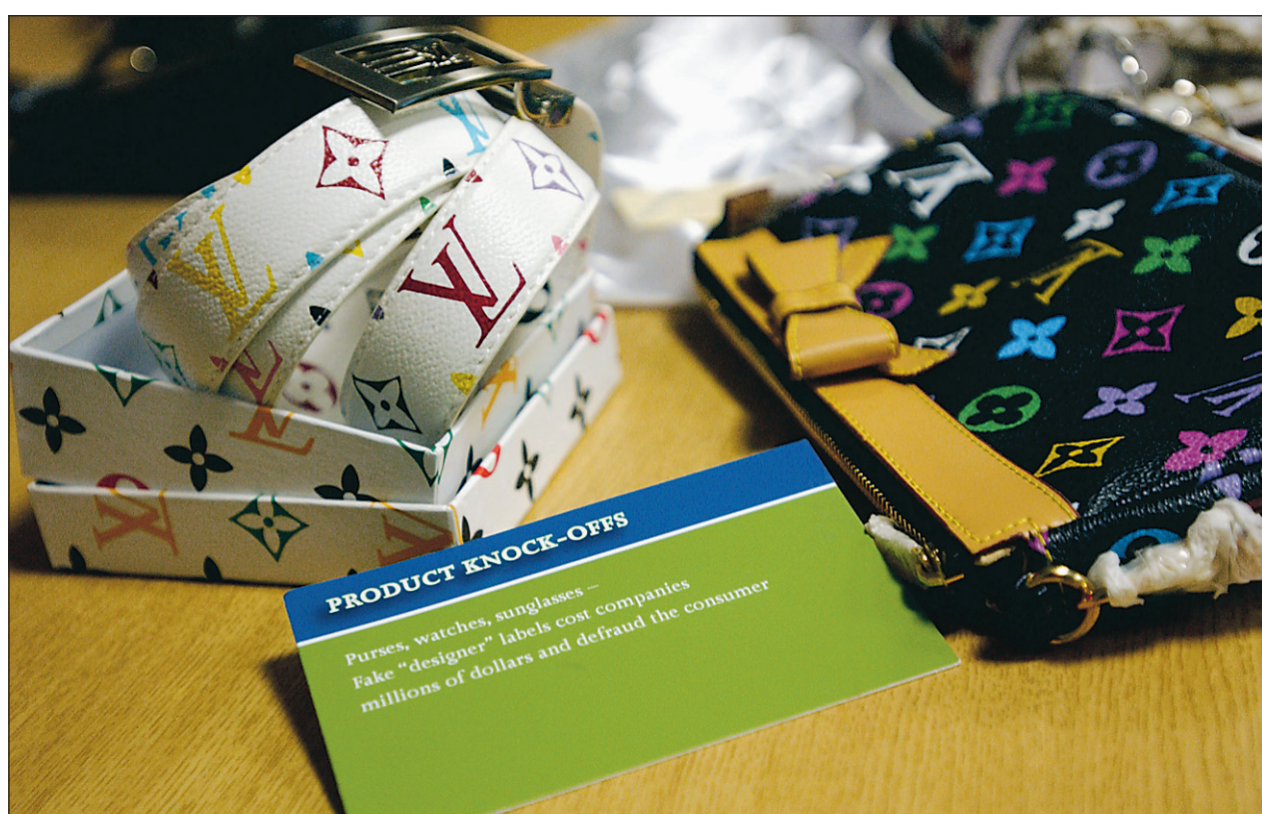
« Louis Vuitton? » demande la femme sur un coin de rue très fréquenté du quartier chinois de New York. D'un regard, elle fait signe au « client » de la suivre dans un sous-sol tout près où elle lui offre un sac à main « Hudson » avec le monogramme LV, marque de commerce de Louis Vuitton, contre 40 \$US. Habituellement, le vrai sac va chercher dans les 1430 \$US.

Les mesures de répression policière chassent les ventes de contrefaçons des trottoirs de Manhattan vers des comptoirs cachés dans des édifices d'habitation et de bureaux. Pour leur part, les fabricants d'articles de luxe, y compris LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton, embauchent des avocats et des enquêteurs privés pour traquer les faussaires que les autorités sont incapables de stopper.

« Cela reproduit ce qui s'est passé dans le cas du commerce de drogues », explique Andrew Oberfeldt, un détective de New York à la retraite qui fait des « achats » d'infiltration pour des clients, dont LVMH. « Une fois que c'est poussé à la clandestinité, ça devient plus difficile à détecter », ajoute-t-il.

D'après le contrôleur de la Ville de New York, William C. Thompson, les ventes de contrefaçons, y compris les sacs à main, les foulards et les DVD, ont atteint 23 milliards de dollars américains à New York en 2003 comparativement à 15 milliards en 1995.

Cette hausse érode l'exclusivité des marques de luxe, nuit à leur réputation et coûte à la Ville de New York plus de 1,6 milliard



Ces articles de luxe Louis Vuitton ont été saisis par la police de New York. Il s'agit de contrefaçons.

PHOTO RAMIN TALAIE. ARCHIVES BLOOMBERG NEWS ©

US par année en recettes fiscales.

« Aux États-Unis, c'est à New York que les faussaires pensent en premier », soutient John Tepper Marlin, l'économiste en chef du bureau de M. Thompson. Il estime que 8 % de toutes les contrefaçons vendues aux États-Unis le sont à New York.

Il n'existe pas de statistiques précises sur les sommes que perdent les entreprises, individuellement, aux mains des faussaires, indique Michèle Moore, une porte-parole de Internatio-

nal AntiCounterfeiting Coalition (Coalition internationale pour prévenir la contrefaçon) dont sont membres LVMH, plus important fabricant mondial de produits de luxe et propriétaire de Louis Vuitton; la société londonienne Burberry Group (impermeables); le distributeur américain de Rolex (montres); et Tiffany & Co., plus important détaillant américain de produits de luxe.

250 milliards US

Les violations de marques de commerce telles que les ventes

de contrefaçons occasionnent des pertes de ventes dans les commerces américains qui atteignent environ 250 milliards US par année, selon la Coalition.

Les vêtements, les sacs à main, les sacs à dos et les montres ont formé 56 % des biens contrefaits d'une valeur de 139 millions US saisis par les douaniers américains en 2004, selon le département américain de la Sécurité intérieure.

« Les designs et les marques de commerce sont les actifs les plus précieux d'une compagnie »,

soutient Carole Sadler, vice-présidente et chef du contentieux de Coach Inc., plus important fabricant américain de produits de luxe en cuir.

« Si un client légitime n'est plus intéressé par votre produit parce qu'on le trouve partout alors vous avez perdu le cachet de votre marque », explique-t-elle.

Les peines imposées

« New York est le paradis du magasinage et les gens savent qu'ils peuvent aller dans le quartier chinois ou sur Broadway à Manhattan pour acheter des contrefaçons », lance Barbara Kolsun, avocate de la compagnie 7 for All Mankind Jeans, dont les pantalons en denim peuvent se vendre plus de 150 \$US.

« On le mentionne même dans les guides touristiques », dit-elle. À la différence de l'Italie et de la France, où l'on peut imposer une amende aux clients qui achètent des contrefaçons, aucune loi ne défend d'acheter des produits contrefaits à New York.

Les peines pour vendre des contrefaçons varient selon que le vendeur est un simple colporteur ou un grossiste ou un importateur.

En règle générale, les colporteurs sont accusés de délit mineur passible d'une peine d'emprisonnement d'un an au maximum; les plus « gros » contrevenants s'exposent à des accusations de crime de contrefaçon portées par le gouvernement fédéral américain et qui sont passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant atteindre 10 ans pour une première infraction.

Les exportations québécoises baissent et les importations augmentent

PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Les exportations internationales de marchandises du Québec ont diminué de 1,1 % en novembre dernier par rapport au mois précédent, alors que les importations ont progressé de 3,4 %.

Selon les chiffres de l'Institut de la statistique du Québec publiés hier, 15 des 25 principaux groupes exportés par le Québec ont enregistré une augmentation en novembre.

Les viandes, les camions et les tracteurs routiers, les machines et le matériel de bureau, le cuivre et ses alliages, ainsi que les formes de base en matière plastique ont présenté les hausses les plus significatives.

Parmi les 10 groupes en baisse, les avions, l'aluminium de même que les tubes électroniques et les semi-conducteurs ont accusé les principaux reculs.

Du côté des importations, 14 des 25 principaux groupes de produits ont enregistré une augmentation en novembre.

Les hausses les plus notables touchent les médicaments, le pétrole brut, les dérivés du pétrole et du charbon, l'équipement et le matériel de télécommunication, ainsi que les produits chimiques organiques.

11 groupes en baisse

En contrepartie, les 11 groupes en baisse comprennent le cuivre et ses alliages, les tubes électroniques et les semi-conducteurs, les avions, les produits chimiques inorganiques et les ordinateurs.

Sur une base cumulative, soit de janvier à novembre 2005, le volume des exportations a dépassé de 4,5 % le niveau atteint au cours des mêmes mois de 2004.

Après 11 mois en 2005, le volume cumulatif des importations a pour sa part dépassé de 10,1 % celui des mois correspondants de 2004.



MIEUX
CONSOMMER

POUR MIEUX PERFORMER

Vous songez à changer ou à modifier vos procédés industriels ?

Consultez un expert en énergie d'Hydro-Québec dès le début de votre projet et voyez avec lui comment vous pourriez profiter du programme

Appui aux initiatives – Systèmes industriels*.

- Réduction des coûts d'exploitation
- Récupération rapide de l'investissement

Saisissez l'occasion d'optimiser votre position concurrentielle!

*Certaines conditions s'appliquent. Le programme couvre l'implantation de nouveaux procédés, la mise en service de nouvelles installations de production et la modernisation d'installations existantes.

www.hydroquebec.com/industriels

Appui financier
pouvant atteindre
300 000 \$

Hydro
Québec